

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1927.

RAPPORT

PRÉSENTÉ

AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES

PAR

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

sur certaines affirmations de la Commission d'enquête du Reichstag
au sujet d'une prétendue guerre de francs-tireurs en Belgique (1).

MESSIEURS,

La Commission allemande d'Enquête sur les faits de la grande guerre a mis sept ans à rédiger ses rapports. Il serait impossible, on le comprend, d'examiner d'une manière approfondie et complète, dans un rapport en quelques pages, toutes les affirmations que l'un des rapporteurs, le Prof. Dr Meurer, a émises au sujet de la prétendue guerre populaire en Belgique. Le fait que diverses accusations portées par ce jurisconsulte contre notre pays ne sont pas relevées dans ce rapport sommaire n'autorise donc pas la conclusion que le Gouvernement belge y acquiesce. Nous avons tenu surtout à caractériser la manière dont l'œuvre du Dr Meurer a été rédigée et à montrer combien peu elle mérite de trouver créance près de lecteurs doués d'esprit critique.

*
* * *

M. le Prof. Meurer s'est borné, en général, à répéter les allégations du *Livre blanc* allemand, publié pendant la guerre, et auxquelles le Gouvernement belge avait répondu, aussi pendant la guerre, par un *Livre gris*.

Le rapporteur n'a guère examiné que les affirmations contenues dans ces deux recueils. Pour lui, la bibliographie de ce sujet ne comprend aucun autre ouvrage méritant son attention, si ce n'est le livre de Schwertfeger : *Les bases de la guerre des francs-tireurs* et le pamphlet de Grasshof : *La Culpabilité de la Belgique*, auquel a si magistralement répondu le regretté Waxweiler dans son livre *Le Procès de la Neutralité belge*. Il a systématiquement laissé dans l'ombre les nombreux ouvrages publiés en Belgique au sujet de la guerre, et notamment l'enquête faite sur les agissements de l'armée allemande dans les

1) Premier rapport, doc. Chambre, n° 264.

provinces de Namur et de Luxembourg, par le chanoine Schmitz et dom Nieuwland, ainsi que l'importante collection de rapports et documents publiés postérieurement à la guerre par la Commission que présidait le vicomte van Iseghem, premier Président de la Cour de Cassation.

En Allemagne, on a fait le silence sur ces ouvrages. On trouverait difficilement, dans un journal ou une revue de ce pays, un compte rendu qui leur ait été consacré. M. le Prof. Meurer ne les cite jamais.

Il n'a cependant pu les ignorer, car leur publication était antérieure de plusieurs années à celle de son rapport et on connaît le soin particulier avec lequel les auteurs allemands, lorsqu'ils écrivent un livre, composent la bibliographie de leur sujet. M. Meurer a délibérément écarté, sans les écouter, deux témoins dont le critique le plus sévère ne pourrait contester l'importance. Pourquoi les a-t-il négligés, sinon parce qu'il se trouvait hors d'état de leur répondre et qu'il ne voulait pas attirer sur eux l'attention de ses lecteurs, encore ignorants de leur existence.

A l'enquête faite après la guerre en Belgique par la Commission instituée par le Gouvernement, il n'aurait pu adresser les critiques, injustifiées d'ailleurs, lancées contre celle qui fut réalisée à l'étranger, au cours même des hostilités, et dont il sera question plus loin.

*
* *

M. Meurer s'étend en de longs commentaires sur la guerre populaire et il reconnaît le droit qu'avait la Belgique de s'y livrer. Mais il accuse le Gouvernement de l'avoir provoquée, et de l'avoir provoquée dans des conditions telles qu'elle enfreignait toutes les règles du Droit des gens. Il en voit la preuve dans l'organisation de la garde civique et dans les circulaires lancées par le Ministre de l'Intérieur, dès le commencement des hostilités, pour régler son action.

Je ne veux point ici relever cette accusation. Elle a été pleinement rencontrée par la deuxième Commission d'Enquête qui, dans le premier volume, tome I, de ses rapports et documents, a montré la parfaite correction du Gouvernement dans l'emploi de la garde civique.

En développant les conclusions qu'il a émises, M. le Dr Meurer a fait preuve d'une connaissance très imparfaite de l'organisation de cette garde, allant jusqu'à dire qu'aucun militaire n'en faisait partie, alors qu'au contraire les commandements supérieurs étaient exercés par d'anciens officiers de l'armée belge.

M. le Dr Meurer, en outre, dénature les textes; il les comprend mal; il les tronque; il ergote sur leur signification; il estime, par exemple, qu'en prescrivant aux gardes civiques de porter un *signe distinctif apparent*, le Gouvernement belge a méconnu les prescriptions de l'article 1^{er} du règlement concernant la guerre sur terre, édicté à La Haye, qui veut que les signes distinctifs soient visibles *à distance*.

M. le Dr Meurer accuse le Roi, lui-même, d'avoir poussé à la guerre de francs-tireurs. Il prétend en trouver la preuve dans ces paroles prononcées par le Souverain, à la Chambre belge, le 4 août 1914. « Mais si nos espoirs sont déçus, disait-il, s'il nous faut résister à l'invasion de notre sol et défendre nos foyers menacés, ce devoir, si dur soit-il, nous trouvera armés et décidés aux plus grands sacrifices. » On se demande vraiment comment il est possible de découvrir dans ces mots, que le Dr Meurer reproduit d'ailleurs inexactement, l'excitation qu'il veut y découvrir.

D'autres exemples de sollicitation des textes peuvent encore être cités. Commentant les règlements concernant la guerre sur terre, une circulaire du Ministère de l'Intérieur avait dit : « Les actes d'hostilité... ne sont jamais permis à ceux qui ne font partie ni de l'armée, ni de garde civique, ni des corps de volontaires observant les lois militaires, obéissant à un chef et portant des signes distinctifs apparents. »

« L'obligation, écrit M. Meurer, pour les irréguliers de porter les armes ouvertement est ainsi supprimée. » Or, le rapporteur néglige de dire que, quelques lignes plus bas, la circulaire ajoute : « Si la population d'un territoire qui n'a pas encore été occupé par l'ennemi prend spontanément les armes à l'approche de l'envahisseur, sans avoir eu le temps de s'organiser militairement, elle sera considérée comme belligérante, si elle porte les armes ouvertement et si elle se conforme aux lois de la guerre. »

Le Dr Meurer avait d'autant moins lieu de faire grief au Gouvernement de la prétendue négligence qu'il aurait eue à ne pas imposer aux volontaires le port d'armes apparentes, que la commission du Reichstag à laquelle fut soumis le rapport, dit au § 2 de sa décision : « Les armes doivent être portées ouvertement, ce qui n'a pas toujours été le cas. Il faut cependant faire remarquer à cet égard que la Belgique, en ce qui la concerne, était en situation de ne pas considérer comme obligatoire pour elle cette disposition additionnelle introduite seulement dans la clause relative à la participation de la population entière à la guerre par le règlement concernant la guerre sur terre tel qu'il fut modifié en 1907. »

La circulaire du Ministère de l'Intérieur, du 5 août, disait encore : « Il convient de ne pas perdre de vue que, d'après les lois de la guerre, les actes d'hostilité, c'est-à-dire la résistance et l'attaque par les armes contre les soldats ennemis isolés, l'intervention directe dans les combats ou dans les rencontres, ne sont jamais permis à ceux qui ne font pas partie ni de l'armée, ni de la garde civique, ni des corps de volontaires observant les lois militaires, obéissant à un chef et portant un signe distinctif. L'oubli (de ces règles importantes) non seulement exposerait les individus ou les petits groupes isolés qui poseraient ces actes d'hostilité, sans avoir le caractère de belligérants, à une répression sommaire, mais il pourrait servir de prétexte à des représailles atteignant toute la population. »

Il eut été difficile de mettre les populations plus nettement en garde contre une organisation de guerre de francs-tireurs. Pourtant, M. Meurer ne voit dans ces avertissements qu'une réserve diplomatique; elle lui paraît avoir été faite toute spécialement pour attirer l'attention de la population sur la guerre populaire, c'est-à-dire, car telle est sa pensée, pour lui conseiller sa participation à une guerre de ce genre.

Usant toujours du même procédé, M. Meurer affirme que les Belges qui s'opposèrent aux Allemands avaient uniquement des costumes de civils et portaient des fusils de chasse, des revolvers, des couteaux de bouchers, des faux, bref toutes armes qui se trouvaient à leur portée, car, ajoute-t-il, on leur avait bien dit « toute arme est bonne » ⁽¹⁾. Cependant, M. Meurer lui-même avait

(1) La Commission du Reichstag chargée de prendre une décision sur le rapport du Dr Meurer affirme au § II de son *factum* que les populations belges firent usage, contre les soldats allemands, d'*huile bouillante*. La chose est en elle-même fort invraisemblable. En général, les ménages belges ne possédaient pas de provisions suffisantes d'huile pour

rappelé les prescriptions du Ministère de l'Intérieur imposant à quiconque voulait avoir la qualité de belligérant le port d'armes apparentes.

Un avis du même Département reproduit chaque jour, dès l'origine des hostilités, par les soins du Ministre de l'Intérieur dans tous les journaux, affiché dans toutes les villes et villages et lu en chaire dans toutes les églises, recommandait aux civils, si l'ennemi se montrait dans leur région, de ne pas combattre, de ne proférer ni injures ni menaces, de se tenir à l'intérieur des maisons et de fermer les fenêtres afin que l'on ne pût dire qu'il y avait eu provocation; si les soldats occupaient, pour se défendre, une maison ou un hameau isolé, de l'évacuer, afin que l'on ne pût dire que les civils avaient tiré.

Dans cet avertissement si précis, si juste, une seule chose a frappé M. Meurer : c'est qu'il était uniquement *recommandé* aux habitants de s'abstenir de commettre des hostilités. Parce que le Gouvernement n'a pas employé, pour faire cette communication aux Belges, une formule de commandement, l'auteur du rapport estime qu'un conseil seul a été donné, qu'une interdiction n'a pas été portée; et, partant de là, il en arrive à conclure que le Gouvernement, s'étant borné à une simple recommandation, s'est fait « le complice des crimes que le Livre blanc allemand fait connaître dans leurs plus horribles détails! »

Le rapporteur de la Commission du Reichstag se fût épargné cette nouvelle erreur s'il avait reproduit l'avertissement ministériel d'une manière complète. Cet avis se terminait, en effet, par ces lignes :

« L'acte de violence commis par un seul civil serait un véritable crime que la loi punit d'arrestation et condamne, car il pourrait servir de prétexte à une répression sanglante, au pillage et au massacre de la population innocente, des femmes et des enfants. »

Mais ce n'est pas tout. M. Meurer se livre à des modifications de texte qui rappellent de façon manifeste les altérations que, au cours de la guerre, le Gouvernement impérial fit subir aux documents Ducarne-Barnardiston.

Par une circulaire du 8 août, le Ministre de l'Intérieur de Belgique avait fait porter à la connaissance des Gouverneurs de provinces un arrêté royal de la même date, statuant que le port de la blouse bleue était obligatoire pour les membres de la Garde civique non active, appelés à l'activité par l'arrêté royal du 5 août 1914, et rappelant que les armes utilisées par eux devaient être portées d'une manière apparente.

Commentant cette dernière disposition, le Ministre de l'Intérieur disait : « L'emploi d'armes cachées, tels que revolvers, poignards, etc., ne peut, dès lors, être admis comme armes principales. »

S'étendant sur cette disposition, M. le Dr Meurer insiste sur ces mots « dès lors » (*von jetzt ab*); il écrit que ces mots sont à remarquer, que jusqu'à ce moment donc, l'assassin paraissait avoir été considéré également comme belligérant.

M. le Dr Meurer ignore-t-il que les mots « dès lors » en français peuvent exprimer une conséquence, qu'ils ne signifient pas « dès à présent » mais « par conséquent »? Ces mots, en réalité, eussent dû être traduits par *demzufolge*, *daher* ou *infolgedessen*. On veut croire que c'est par méprise que M. le Dr Meurer en a pris texte pour accuser le Gouvernement belge d'avoir poussé à l'assassinat des soldats allemands.

* * *

Lorsqu'il incrimine l'action de la Garde civique, M. Meurer ne s'inquiète pas de savoir si les faits qu'il critique et qu'il rapporte d'après certains journaux

belges se sont passés en territoire belge, ou en territoire déjà envahi par les Allemands. Or, aucun des incidents qu'il relate à la page 167 de son rapport, et dont la réalité n'est d'ailleurs pas établie, n'est censé se passer en territoire occupé. Ils se seraient produits en territoire restant soumis à l'autorité nationale, où tout citoyen a le devoir de seconder l'action de celle-ci.

M. le Dr Meurer ne s'aperçoit pas qu'en contestant au Gouvernement belge le droit de demander à ses populations de participer à la préparation de la résistance, de veiller sur la sécurité des routes en arrière des armées belges, etc., il avoue par là même la violation du droit des gens commise par les armées allemandes lorsqu'elles imposèrent aux habitants de la Belgique occupée l'obligation de coopérer aux attaques dirigées contre leurs propres compatriotes, par le creusement de tranchées, l'établissement de réseaux de fils de fer barbelés, le déchargement de munitions, la réfection des routes employées par le charroi militaire.

Lors même que les circulaires du Ministre de l'Intérieur eussent eu pour but caché, comme le prétend le Dr Meurer, d'exciter la Garde civique à prendre part illégalement aux opérations militaires, comment ces circulaires eussent-elles pu avoir un effet sur les populations de la rive droite de la Meuse, envahies dès le 4 août et qui jamais les requrent? Cependant, sous prétexte de francs-tireurs, les troupes allemandes, dès le 4 août, massacrèrent, incendièrent et pillèrent à Visé, à Barchon, à Herve, à Fléron, tuant vieillards, femmes et enfants.

* * *

Y eut-il des francs-tireurs en Belgique?

Que des faits isolés d'hostilité se soient produits, c'est possible, probable même; il s'en est produit dans toutes les guerres et dans tous les pays. Mais il est complètement faux que des villes et des villages entiers, comme le prétendent les Allemands, se soient soulevés contre les envahisseurs ou leur aient tendu des guet-apens.

Pour accuser de mensonge la première Commission qui, comme je le fais aujourd'hui, a contesté l'existence d'une résistance illégale organisée, le Dr Meurer cite des extraits de journaux belges relatant des incidents de guerre de francs-tireurs. Ces extraits ont été réunis dans une brochure *Der Franktireurkrieg in Belgien. Geständnisse der belgischen Presse*. (La Guerre des francs-tireurs en Belgique. Aveux de la presse belge), publiée au cours des hostilités par le Gouvernement allemand. Mais ici, encore une fois, on peut juger des procédés de discussion du rapporteur. Plusieurs, sinon tous les incidents relatés par les journaux belges ne se sont pas produits: tel, notamment, le fameux combat de Herstal, imaginé de toutes pièces par un correspondant du journal hollandais « Le Télégraphe ». Que le récit de ce combat soit une fable, M. le Dr Meurer doit en être convaincu; il le cite pourtant avec complaisance pour établir l'existence de la guerre des francs-tireurs.

Le Dr Meurer mentionne souvent dans son rapport un ouvrage écrit par un Anglais, M. Bennett ⁽¹⁾.

pouvoir s'en faire une arme. Mais, ce qu'il y a surtout à remarquer, c'est qu'on ne voit citer qu'un seul cas où l'huile bouillante aurait été employée, c'est dans le fameux et légendaire combat de Herstal.

(1) M. Bennett, que M. Meurer cite complaisamment de multiples fois, se trouve forcé de reconnaître que dans certains cas les Allemands ont fait usage du droit de représailles avec une sévérité injustifiée et sans la procédure judiciaire qui s'imposait. Il mentionne

Il nous sera donc permis de recourir, de notre côté, au témoignage d'un neutre, un journaliste néerlandais, M. Mokveld, que rappelait récemment et très opportunément un journal belge.

M. Mokveld suivit les troupes allemandes au cours des premières semaines de leur marche en Belgique. A propos de la guerre des francs-tireurs, il écrit ce qui suit :

« Ma conviction reste entière et je veux témoigner ici même que cette conviction, basée sur une manière de voir et une expérience personnelles, considère les accusations concernant des actes de francs-tireurs perpétrés par la population belge comme étant un mensonge flagrant.

» D'aucuns maintiennent cette accusation, se basant sur des communications de la presse belge qui ont été réunies dans une brochure allemande. A mon avis, ces commentaires de presse sont dénués de valeur.

» Tout un chacun le concevra aisément. Qu'on se figure l'excitation des journalistes dont la Patrie se trouve tout à coup et à l'improviste mêlée à une guerre terrible; en leur qualité de journalistes, ils se rendent compte de la belle et glorieuse tâche qui leur incombe. L'esprit tendu, ils laissent courir la plume en entendant les propos des fuyards qui parlent de la participation des civils aux hostilités. Ils se font une idée rapide de la façon dont les hordes sauvages foulent le sol de la Patrie et comment hommes et femmes se solidarisent et se dressent, au mépris de leur vie, devant l'envahisseur. Les idées d'un journaliste dont le propre pays est entré en guerre depuis quelques jours n'ont plus rien de logique. Il trouve belle sa façon de présenter les choses, et je comprends parfaitement que d'aucuns soient arrivés à ajouter foi à cet exposé et à glorifier ces exploits.

» Évidemment, ceci ne constitue pas une preuve de la réalité des faits, car comment ces nouvelles parvenaient-elles aux journalistes?

» Ma propre expérience me permet d'affirmer avec certitude que ces nouvelles provenaient uniquement et seulement de source allemande, alors qu'elles n'étaient fondées sur rien.

» J'ai précisément vécu les événements marquants des premiers jours de la guerre. Je m'étais glissé jusqu'à Liège, entre les forts. J'étais à Lixhe quand le pont de bateaux y fut détruit par le feu du fort de Pontisse. J'ai séjourné trois fois à Visé, avant sa destruction, et j'y étais quand la jolie petite ville devint la proie des flammes.

» Étant à Louvain tandis que l'incendie sévissait, j'y fus tiré de mon lit par six soldats qui me firent prisonnier.

» Eh bien! En vérité :

1° Je n'ai pas vu de trace de guerre de francs-tireurs;

2° Je n'ai jamais vu quelqu'un qui eût été fait prisonnier comme franc-tireur, les armes à la main;

une série de transgressions au droit des gens reprochées en cette matière aux Allemands, notamment les horribles massacres de Etbe. M. Meurer prétend redresser sur ce point les renseignements de M. Bennett et cite un extrait de la déposition que M. Baulard, bourgmestre de Etbe, soumis à un régime de captivité et de terrorisation, aurait faite le 8 mars 1913 devant un juge d'instruction allemand, mais il omet complètement de citer la déposition faite par le même M. Baulard après la guerre devant la Commission d'enquête belge. Cela nous fournit une preuve de plus des procédés de documentation adoptés par M. le Dr Meurer.

3° Je n'ai jamais entendu affirmer par un militaire allemand, à quelque rang qu'il appartint, qu'il ait été mêlé à une guerre de francs-tireurs, et cependant j'en ai interrogé un grand nombre : c'était toujours à d'autres, partis depuis peu de jours, que ce sort cruel avait été réservé;

4° Je ne suis jamais parvenu, malgré mes instances, à me faire donner le nom d'un franc-tireur. Par contre, toujours, les officiers allemands me parlaient de francs-tireurs et, à Visé, Liège Dinant, Bilsen, et surtout à Louvain, essayaient d'opérer une constante pression sur moi, de m'arracher la promesse de confirmer dans mon journal « De Tijd » l'existence de francs-tireurs et de justifier ainsi les dévastations. Ces propos se transmettaient d'officiers à soldats et, par là même, ces derniers nourrissaient de mauvais sentiments envers la population belge qu'ils injuriaient et maudissaient.

» Pour ces raisons, naquit chez les soldats allemands une terreur très grande des francs-tireurs. J'ai personnellement et à maintes reprises constaté comment, par exemple, l'écroulement d'un mur faisait sursauter une troupe de soldats, leur faisait saisir leurs armes et, sous d'angoisse, leur faisait abandonner le terrain à la dérobée. Puis, jurant et hurlant, ils ne parlaient de rien moins que de tout mettre à feu.

» Enfin, tous ces bavardages de soldats arrivaient, petit à petit, à convaincre la population qu'il y avait eu des francs-tireurs, mais jamais sur place. Toujours ailleurs. »

Au surplus, ce que valent ces informations de presse, le Gouvernement allemand devrait le savoir mieux que personne. Faut-il rappeler ce journal allemand qui, annonçant l'entrée des troupes impériales à Bruxelles, imprimait que la population avait fait une vive résistance et qu'il y avait eu de nombreux morts et blessés?

Faut-il rappeler aussi le sensationnel article publié dans le *Berliner Tageblatt* du 7 octobre 1914, dans lequel Erzberger qui, pendant une grande partie de la guerre, fut chargé de diriger la propagande allemande, a raconté que le dimanche 2 août, au matin, avant toute déclaration de guerre, des troupes françaises et belges avaient pénétré jusque près d'Aix-la-Chapelle, et que des soldats allemands de la landsturm durent être envoyés pour les repousser?

Faut-il rappeler le fait, bien plus grave encore, du Gouvernement impérial qui, lui-même, rompit avec la France en se basant sur des actes d'hostilité, comme par exemple le jet de bombes par des avions sur Nuremberg et sur des voies ferrées, actes d'hostilité qui, plus tard, furent reconnus comme n'ayant jamais été perpétrés. A ce moment, le Gouvernement allemand n'était pas en proie à l'agitation où se trouvaient, au début de la guerre, des journalistes belges éloignés du front et n'ayant que des nouvelles de troisième main. Il avait le loisir de vérifier les renseignements qui lui avaient été envoyés, et cependant, sans le faire, en invoquant ces prétendues attaques, il envoya sa déclaration de guerre à Paris.

M. Meurer croit pouvoir aussi se baser, pour établir la réalité de la guerre des francs-tireurs, sur des proclamations de bourgmestres, notamment des bourgmestres de Dolhain et d'Aerschot; mais ce qu'il néglige de dire, c'est que de semblables proclamations étaient imposées par la force aux magistrats communaux. Les autorités allemandes les leur dictaient, souvent le revolver à la main, et les renseignements qu'elles contenaient provenaient des mêmes autorités.

Le rapport déposé au Reichstag répète à nouveau, mais sans mieux les justifier qu'autrefois, les accusations de cruauté portées contre la population belge.

Il reproduit, sans y faire aucune réserve, une note publiée le 12 août 1914 par le chef de l'état-major allemand et dans laquelle il est dit : « A Anvers, le peuple... a massacré des femmes et des enfants avec bestialité... » Que M. Meurer nous donne les pièces de l'instruction judiciaire que les Allemands durent certainement ouvrir à ce sujet, qu'il nous cite le nom des femmes et enfants ainsi massacrés ! Quand les rapports belges accusent les Allemands d'avoir commis des crimes semblables, ils donnent le nom des victimes et précisent les circonstances ⁽¹⁾.

Plus loin le rapport dit encore :

« Des hommes appartenant aux professions les plus diverses, industriels et ouvriers, instituteurs et médecins, même des ecclésiastiques, des femmes et des enfants furent pris les armes à la main.

» Dans des régions évacuées depuis longtemps par les troupes belges, on a tiré des maisons, des caves, des jardins, des champs et des bois.

» A cette occasion, on a découvert de grandes quantités de fusils et munitions de chasse et de vieux revolvers et pistolets. Aussi, y avait-il un grand nombre de blessures causées par des coups de fusils chargés de chevrotines, et aussi par des brûlures causées par du goudron et de l'eau bouillante.

» Les troupes allemandes ont été reçues d'une manière amicale en apparence, lors de leur entrée dans la localité et, à la tombée de la nuit ou à la faveur de circonstances spéciales, elles ont été attaquées. Des combattants allemands ont été tués par derrière; des blessés allemands ont été dévalisés, tués et même affreusement mutilés. On leur a crevé les yeux, on leur a coupé les oreilles, le nez, les doigts et les parties sexuelles. Des soldats allemands furent empoisonnés et pendus à des arbres, on a répandu sur eux des liquides brûlants, on les a brûlés d'une autre manière, de sorte qu'ils sont morts dans des tourments particulièrement atroces. »

M. Meurer a écrit cela en se basant sur les dépositions contenues dans le *livre blanc* tout en devant reconnaître un peu plus loin (p. 226) que les accusations contenues dans ce livre ne sont pas « encore l'expression de la vérité ».

A ses affirmations nous nous bornerons à opposer ce que mandait au Vatican le Nonce resté à Bruxelles pendant la guerre :

« Je dois noter. ., malgré les accusations des envahisseurs, que les Belges ne se sont pas comportés comme ils le prétendent pour justifier leur conduite.

» Les Belges n'ont pas usé de représailles ni commis de cruautés sur des soldats ennemis. Le tempérament, au reste, plutôt doux des Belges, s'y opposerait. Peut-être l'un ou l'autre civil aura-t-il tiré sur les troupes ou protégé des soldats belges et alliés pour les aider dans les opérations militaires contre l'envahisseur, mais ceci n'excuse en aucune façon la manière barbare employée systématiquement par les troupes ennemies, de prendre d'innocents citoyens, et

(1) Nous réclamons également de M. le Dr Meurer des précisions au sujet de la calomnie deux fois répétée dans son rapport (p. 248 et 250) où il accuse les autorités belges (le rapporteur allemand ne dit pas quelles autorités) d'avoir mobilisé et armé à Dinant des repris de justice spécialement libérés pour la circonstance.

souvent en grand nombre, de les considérer comme responsables, de les fusiller ou de les soumettre à une mort plus cruelle encore ».

Pareil témoignage se passe de commentaires.

. . .

Autant le D^r Meurer s'obstine à accuser le Gouvernement et la population belges de violation des lois de la guerre, autant il apporte de persistance à prétendre laver l'armée allemande de toutes les accusations lancées contre elle.

Nous ne nous bornerons pas, de notre côté, à lui répondre par l'argument étrange dont il se sert pour condamner les affirmations belges.

« Si, écrit-il, malgré les preuves allemandes, le Gouvernement belge nie néanmoins toute existence de francs-tireurs, cette obstination est déjà en elle-même le soupçon d'une lourde culpabilité. Celui qui attache tant d'importance à nier tout ce qui est arrivé ne doit pas être étranger aux événements mêmes ».

A l'appui des accusations de cruautés portées par les Belges contre les Allemands, nous invoquerons, encore une fois, l'autorité de M^{sr} Tacci Porcelli, Nonce pontifical :

« Je ne puis, en premier lieu — écrivait le diplomate dans un rapport au Saint Père, — que confirmer tout ce qu'ont dit les journaux belges et la Commission d'enquête établie à cette fin, sur la violation du droit des gens et des lois de la guerre en Belgique. Peut-être les détails exposés dans les dits journaux et relatés par la Commission ne seront-ils pas reconnus en tous points exacts, mais le fond est acquis.

» Il y a lieu d'ajouter plutôt que, dans la précipitation avec laquelle les événements se sont déroulés, nombre de faits ont échappé au contrôle et sont restés ignorés. Les troupes ennemies ont commis réellement des désordres sans nombre en Belgique, là où elles ont rencontré de la résistance : destruction de villages, massacres de la population civile, meurtres de prêtres, profanations d'églises, incendies et rapines, et tout ce que peut commettre de pire une soldatesque effrénée; et cela non exceptionnellement, mais presque en manière de règle et avec le consentement des officiers, toutes les fois, notamment, je le répète, que ces troupes ont rencontré de la résistance et surtout ont subi quelque défaite. On serait tenté de dire qu'un mot d'ordre a circulé parmi les troupes de massacrer, détruire et terroriser toute la population sur leur passage. »

Ce diplomate, à qui sa situation même imposait une circonspection exceptionnelle, n'eut pas prononcé un pareil jugement, qui constituait pour l'armée allemande une condamnation écrasante, s'il n'avait eu à ce sujet des renseignements dont il ne pouvait mettre en doute l'exactitude.

Sans aller jusqu'à une dénégation absolue, le rapporteur met cependant en doute que les scènes de carnage aient pu être provoquées par le fait de soldats allemands pris d'hallucination, imprudents, novices dans le maniement de leur fusil, ou hypnotisés par l'histoire des francs-tireurs de 1870. M. van Langenhove a écrit à ce sujet, au cours de la guerre, un livre très convaincant : *Comment naît un cycle de légendes*. M. Meurer se refuse à en tenir compte, comme d'ailleurs de tout autre ouvrage belge; il l'écarte avec mépris.

Peut-être dédaignera-t-il moins le témoignage d'un de ses compatriotes,

M. le baron von der Marwitz, ancien officier de l'armée impériale. « Les membres de la Commission d'enquête du Reichstag, écrit ce témoin dans la *Menschheit*, ignorent qu'il existait un ordre du commandement suprême de l'armée allemande, contenant cette stipulation invraisemblable : dès que, dans une localité conquise, un coup de fusil part, toute la population masculine de l'endroit doit être fusillée, sous les yeux des femmes et des enfants.

» J'ai publié jadis dans la *Menschheit* un cas qui ferait dresser les cheveux sur la tête : l'exemple d'un noble capitaine de réserve, nommé Behrens, qui sauva de la mort quelque vingt ou trente Belges innocents qui allaient être fusillés sous prétexte qu'on avait tiré sur un soldat allemand. Ce capitaine conjura les militaires allemands de dire la vérité et promit la discrétion absolue à quiconque avouerait avoir commis l'acte dont était inculpé un des Belges et qui allait entraîner la fusillade. Un soldat allemand s'avança et lui confia à l'oreille, d'une voix tremblante, ce que, sous l'empire de la peur, il n'avait osé avouer : le coup était parti de son fusil. Le capitaine intervint pour lui éviter toute punition et libéra tous les Belges innocents.

» Les cas analogues ou aucun sauveteur bienfaisant ne se trouva présent, et où la population entière d'un endroit fut fusillée parce que, quelque part, un soldat allemand, soit par négligence, soit par méchanceté, avait déchargé son fusil, n'étaient que trop fréquents. »

A certaines pages de son mémoire, M. Meurer est obligé d'avouer que des excès ont été commis, mais sans les préciser, ce qui enlève toute efficacité et tout danger à l'aveu. Rappelant le livre de M. Bennett, qu'il cite souvent, il écrit :

« Dans toutes les armées à service général obligatoire, on ne peut se montrer fort scrupuleux sur le chapitre des éléments brutaux et criminels, il y en a de toutes conditions et de tous rangs. »

Plus loin, il dit encore :

« Assurément, de nombreux manquements allemands se sont produits ⁽¹⁾ qui devront être réparés s'ils sont établis d'une manière impartiale. Dès à présent, toutefois, il ne peut faire de doute que dans un but de propagande les Belges ont exagéré démesurément. La meilleure preuve, c'est Louvain qui, d'après la Commission d'enquête belge, aurait été complètement détruite, y compris l'hôtel de ville, la gare, alors que la plus grande partie de la ville (environ les $\frac{5}{6}$) est restée intacte, et qu'au prix des plus grands dangers les soldats allemands sauvèrent de la ruine des parties contenant des valeurs artistiques irremplaçables. »

Les 2,000 maisons détruites à Louvain et l'incendie de la Bibliothèque de l'Université, de l'Académie des Beaux-Arts, du Palais de Justice, du théâtre, le feu mis à la Collégiale Saint-Pierre, témoignent de la valeur qu'il convient d'accorder aux affirmations de M. le Dr Meurer.

(1) Parmi ces manquements faudrait-il comprendre l'effroyable tuerie de Tamines? Ni le *Livre blanc*, ni le Dr Meurer n'ont essayé de décharger l'armée allemande de ce crime. Et s'il y a dans ce silence un aveu implicite de culpabilité pour ce qui s'est passé dans cette localité, combien en deviennent plus vraisemblables encore les accusations portées contre l'envahisseur, à propos de ses agissements dans d'autres villes et villages belges.

Le *Livre blanc* allemand a d'ailleurs jugé prudent, et le rapporteur de la Commission du Reichstag suit son exemple, de ne pas parler de la destruction de la Bibliothèque.

Quand à la répression des crimes et délits commis par des officiers et des soldats allemands en Belgique, nous savons ce qui en est advenu. On se souvient de ce que furent les procès portés devant la Cour de Leipzig. On sait de quelle révoltante indulgence ont joui les assassins du baron d'Udekem. Et ce crime n'était pas un crime de guerre, mais un crime de droit commun. Jamais une parole publique de blâme n'a été adressée, que nous sachions, aux trois officiers qui, à Tervueren, firent fusiller le jeune père jésuite Dupierreux, coupable d'avoir écrit sur son carnet, que des barbares avaient détruit la Bibliothèque de Louvain. En vertu de quel code ce fait était-il passible de la peine de mort?

* . *

Le Dr Meurer s'étend longuement, mais non sans quelque embarras, sur la question des otages. Tout en cherchant à légitimer les actes commis en cette matière par les chefs des armées allemandes, il reconnaît qu'une entente internationale serait utile pour préciser et limiter à l'avenir ce qui serait toléré à ce point de vue. Ses conclusions sont, à cet égard, admises et reprises par la commission d'enquête.

Contrairement à ce que disent nombre de jurisconsultes, M. Meurer conteste que les articles 46 et 50 de la Convention de La Haye interdisent l'arrestation ainsi que la mise à mort d'otages et il cherche à justifier l'action allemande en cette matière par les agissements analogues, mais postérieurs, des Français et et des Russes. Il n'impute d'ailleurs pas aux adversaires de l'Allemagne les massacres en masse d'otages dont se rendirent coupables les troupes germaniques et dont certains, comme l'un de ceux d'Andenne — et ici M. Meurer est en aveu, — furent ordonnés par de simples sous-officiers faisant mettre à mort hommes et femmes.

M. Meurer trace des règles pour les cas où la prise d'otages est à ses yeux légitime. Mais, même si l'on admet sa thèse sur les articles 46 et 50, ces règles montrent encore l'abus qu'ont commis, en cet ordre des choses, les troupes allemandes.

« L'emploi d'otages, écrit-il, pour se couvrir contre les attaques régulières des troupes ennemies, est évidemment contraire au droit des gens sans plus. »

Et cependant qu'a constaté la Commission belge d'enquête, qui travailla après la guerre ?

« Depuis Liège jusqu'à l'Yser, les Allemands ont non seulement pris, dans les communes qu'ils traversaient, des otages qu'ils rendaient responsables de ce qui pouvait se passer dans la commune — un certain nombre de ces otages ont été fusillés sans une autre forme de procès — mais ils ont appréhendé, chaque fois qu'ils marchaient contre des troupes belges, françaises ou anglaises, ou à l'attaque de positions fortifiées, un nombre considérable de civils, hommes, femmes et enfants, qu'ils forcèrent de marcher devant leurs soldats pour leur servir de bouclier. Dans certains cas, les habitants furent liés les uns aux autres, plusieurs furent liés à des pièces de canons ; d'autres fois ces civils furent forcés de se placer au milieu de la route, tandis que les soldats étaient cachés derrière

les fourrés et les accotements; quelquefois même les habitants furent contraints à coups de crosses et à coups de pieds de prendre place sur des talus, cependant que les soldats se tapissaient dans les excavations de terrains. Beaucoup de civils furent tués dans ces conditions; les uns, les Allemands les abattaient à coup de fusils ou à coups de crosses s'ils faisaient mine de fuir ou même de protester contre les violences dont ils étaient l'objet, les autres, par les feux des soldats belges ou alliés qui, même s'ils apercevaient à temps le bouclier humain que l'ennemi faisait marcher devant eux, ne purent pas toujours éviter qu'une balle vint frapper les malheureux civils, derrière lesquels les soldats allemands se cachaient. »

Le Dr Meurer ajoute encore : « L'Allemagne qui faisait mettre à mort les otages en cas de nécessité absolue n'a pas violé le droit des gens et si les conférences de La Haye ont omis d'édicter en cette matière des interdictions précises, on n'est pas en droit de laisser pâtir après coup de ces omissions des commandants qui, à défaut d'une disposition de droit, se sont laissés guider par une juste compréhension de leurs devoirs ». Est-ce une juste compréhension de leurs devoirs qui, près du rocher Bayard, à Dinant, a fait prendre comme otages, non pas contre des francs-tireurs, mais contre les Français qui combattaient l'ennemi en combat régulier, 90 otages dont 77 furent fusillés. Parmi eux se trouvaient 38 personnes du sexe féminin, une femme de 88 ans, 7 vieillards de plus de 70 ans, 15 enfants en dessous de 14 ans, dont 7 n'avaient que deux ans et moins encore !

C'est à propos de ces exécutions, dont il se garde d'ailleurs de préciser les détails, que le Dr Meurer en arrive à écrire qu'il n'est guère possible de croire qu'il y ait eu des innocents parmi les fusillés, puisque la population entière avait pris part à la lutte !

Le rapporteur oublie que ces otages avaient été arrachés de leurs demeures avant qu'un seul coup de fusil eût été tiré au rocher Bayard, que la fusillade venant de l'autre rive commença seulement lorsque toutes les maisons des environs se trouvaient vidées et que déjà une grande partie du pont que les Allemands voulaient construire était achevée.

D'après les assertions du professeur Meurer, les exécutions de Dinant n'ont eu lieu que sur jugement régulier. Il serait intéressant de connaître le nom des officiers qui ont composé le tribunal, ainsi que leur déposition devant la Commission d'enquête. On verrait s'ils assument la responsabilité d'actes qui faisaient dire à l'évêque de Namur, parlant à l'ennemi lui-même : Aucune langue du monde n'a d'expression capable de stigmatiser de pareilles horreurs !

* * *

Ainsi que nous l'avons dit en commençant, M. Meurer se documente à peu près exclusivement dans le *Livre blanc*. Le *Livre gris* belge publié au cours des hostilités est l'objet de sa part des plus vives critiques. A l'enquête faite à ce moment, il n'accorde aucune créance :

« Les sources de preuves, écrit-il, auxquelles puise le *Livre gris* pour son exposé, sont troubles. Il en est tout d'abord ainsi en ce qui concerne l'emploi des déclarations des réfugiés. La fantaisie des gens, qui furent arrachés de leur vie calme et entraînés, effrayés, dans le vacarme de la guerre, agit puissamment. Une collection de pareils déclarations et rapports, qui s'appuient la plupart du temps sur de simples on dit, est sans valeur. »

Et, plus loin, rappelant le jugement porté par le *Livre blanc* à sa page 5 sur l'enquête belge, il ajoute :

« Les récits des fugitifs réunis par la Commission belge et donnés comme étant le résultat d'enquêtes scrupuleuses et impartiales, portent l'empreinte d'invéraisemblances, voire de l'altération intentionnelle des faits. La Commission, étant données les circonstances, est dans l'impossibilité absolue d'examiner la véracité des racontars dont ils abondent, et, de là, d'embrasser les événements dans leur ensemble. »

Par contre, le D^r Meurer vante la manière dont la Commission d'enquête allemande accomplit sa mission :

« L'Allemagne, dit-il, n'a institué sa Commission qu'au moment où les violations du Droit international, commises par ses ennemis, s'accumulaient en nombre tellement effrayant sur tous les fronts qu'il était nécessaire d'exposer ces violations du Droit devant l'Histoire, et cela d'une manière péremptoire, au moyen de preuves, mais elle n'avait pas pour objectif de rabaisser ses adversaires aux yeux du monde par la propagande de mensonges ou de calomnies ou par une campagne systématique d'atrocités rangées parmi les moyens de guerre. Jamais l'Allemagne n'a exploité le résultat de ses enquêtes ni ne les a publiées sous la forme de brochures à un penny. Elle ne connaît pas de prétendus *rapports* formés en série, élaborés en toute hâte, arrangés pour une presse à sensations. Elle n'avait en vue que de découvrir la vérité historique. »

M. Meurer perd de vue la campagne effrénée menée par l'Allemagne au moyen de brochures intitulées : « La neutralité belge », qualifiées par la *Kölnische Zeitung* de livre jaune publié par le Gouvernement allemand, traduites dans toutes les langues, exploitant avec des altérations systématiques les documents Ducarne-Barnardiston, et par lesquelles nos ennemis cherchaient à rabaisser aux yeux du monde la Belgique, accusée de graves manquements à ses devoirs de neutralité. Ces brochures, en effet, l'Allemagne ne les vendait pas un penny ; elle les distribuait gratuitement, avec une abondance sans égale.

Par contre, le D^r Meurer s'attache à vanter l'excellence des informations reçues par la Commission d'enquête allemande :

« Lorsque des officiers et des soldats, dit-il, qui sont dressés en service au plus strict souci de la vérité et qui étaient loin de se sentir coupables, ont donné des informations de services et fait des déclarations sous serment au sujet de constatations personnelles, ces témoins méritent la préférence... Les militaires n'ont pas donné leurs informations ou fait leurs déclarations comme coupables, mais comme témoins des faits ; alors qu'il ne pouvait pas être encore question d'accusation, ils ne se sentaient pas coupables mais uniquement témoins. »

On a le droit de s'inscrire en faux contre pareille affirmation. Des officiers et des soldats allemands étaient bien à ce moment, non pas des témoins, mais des accusés. Ils avaient à se justifier des cruautés qu'on leur imputait. Et, dans ces conditions, leurs témoignages, même donnés sous serment, ne pouvaient rencontrer de créance. S'ils avaient avoué leurs crimes, ils auraient déshonoré l'armée allemande aux yeux du monde, et certes leurs supérieurs n'auraient pas autorisé et conservé leurs témoignages. Quant à la valeur morale de certains enquêteurs, force nous est de rappeler que le D^r Ivers, conseiller de justice, qui

fut chargé pendant le mois de septembre 1914 notamment de l'enquête sur les événements de Louvain, fut condamné à Berlin, encore au cours de la guerre, à neuf mois de prison, pour tentative d'extorsion de fonds. Le jugement qui admettait sa responsabilité déclarait entre autres que l'accusé avait foulé aux pieds, afin de s'enrichir, les fonctions sacrées dont il était investi pour servir la justice; qu'il n'était pas un homme entier, mais qu'il était atteint de vices et de défauts qui rendaient difficile pour lui la résistance morale. Son défenseur, de son côté, le représentait comme un homme incapable d'avoir le sentiment de la justice et le représentant du ministère public lui reprochait d'avoir commis une tentative de chantage de la pire espèce. On voit ce que peut valoir une enquête faite par un pareil personnage.

Dédaigneux pour l'enquête belge faite au cours de la guerre, le rapport du Dr Meurer a soin, comme je l'ai dit au début, de passer systématiquement sous silence l'enquête faite après la cessation des hostilités sous la présidence du plus haut magistrat de Belgique, devant l'intégrité duquel tout le monde doit s'incliner, et qui eut à ses côtés plusieurs membres de la Cour de cassation et des tribunaux. Dans un grand nombre d'arrondissements, l'enquête fut faite par le Procureur du Roi lui-même, par un de ses substituts, par un juge d'instruction ou par un magistrat délégué à cet effet. Les dépositions furent reçues sous serment et la Commission écarta celles qui manquaient de précision, de netteté, de mesure ou de pondération. Toutes les dispositions ont été prises pour que les documents réunis par cette enquête jouissent d'une autorité incontestée. Cette enquête confirma pleinement, à peu de choses près, tout ce qu'avait pu constater la Commission qui avait opéré pendant la guerre. Aux travaux de cette seconde Commission, M. le Dr Meurer ne peut adresser aucun des reproches lancés contre la première. Il a préféré n'en point parler, et ce silence constitue contre son propre rapport la réfutation la plus complète que l'on puisse souhaiter.

« La condition d'une pareille enquête, écrit le Dr Meurer, est bien entendu que les témoins fassent leurs déclarations libres de toute contrainte personnelle et non influencés par la personne désignée pour recueillir leurs dépositions. C'est pourquoi, il ne peut être attaché aucune valeur de preuve aux interrogatoires organisés, en France, de soldats allemands prisonniers au sujet de prétendus méfaits commis par eux ou par leurs camarades en Belgique. Il eut été facile pour l'Allemagne également en présence du nombre plus que considérable de ressortissants ennemis qui se sont trouvés sous la domination allemande, de leur arracher des déclarations pour les opposer plus tard aux gouvernements ennemis. »

L'Allemagne ne s'en fit pas faute. M. Meurer lui-même, après avoir écrit, à la page 200 de son mémoire, ce qu'on vient de lire, cite, à la page 223, des dépositions obtenues, le 18 janvier 1915, du bourgmestre de Bleid, M. Hyacinthe Herbin, et le 8 mars de la même année, du bourgmestre d'Ette, M. Baulard, tous deux déportés en Allemagne et détenus dans une dure captivité après avoir été les témoins des scènes de carnage qui avaient dépeuplé leurs villages. S'il est des témoignages qu'il eût fallu ne pas reproduire, ce sont certainement ceux-là.

Mais on pourrait citer, dans le même ordre d'idées, d'autres exemples encore.

Le *livre blanc* tant vanté par M. Meurer ne donne les enquêtes faites que d'une manière très incomplète. Rappelons à ce sujet ce qu'écrivait M. Mayence,

professeur à l'Université catholique, dans un livre de haut intérêt : *L'armée allemande à Louvain et le Livre blanc* :

« A une exception près, le Livre blanc ne contient que des dépositions d'Allemands. Cependant lorsque la Commission d'enquête siégea à Louvain, en novembre 1914, elle fit comparaître devant elle un certain nombre de Louvanistes, parmi lesquels les principales notabilités de la ville. Il ne faudrait pas croire que ces témoins purent, devant le juge, raconter tout ce qu'ils savaient au sujet des événements d'août; non, ils n'eurent que le droit de répondre aux questions qui leur étaient posées, et lorsque l'un ou l'autre d'entre eux s'en écartait en signalant un fait qui présentait cependant quelque intérêt, comme, par exemple, qu'il avait vu un soldat allemand s'introduire dans un jardin et de là tirer dans la direction de la rue pour faire croire à une attaque de civils, le juge lui fermait la bouche en disant : *Das hat keinen Wert*. Cela n'a pas d'importance. Parfois les réponses aux questions pourtant habilement posées paraissaient encore trop compromettantes; le juge enquêteur essayait de les tronquer, de les dénaturer, au point que certains témoins protestèrent en disant qu'ils ne signeraient pas leurs dépositions si elles n'étaient en tout point conformes aux déclarations qu'ils avaient faites. Que sont devenues toutes ces dépositions? Nul ne le sait. Même recueillies dans des conditions aussi flagrantes de partialité, elles ont sans doute été jugées encore trop accablantes et on a préféré les soustraire à l'appréciation de l'opinion publique. Peut-on de façon plus évidente se reconnaître coupable? »

On comprend que, faite dans ces conditions et dirigée à Louvain par un individu que la justice allemande a durement qualifié, l'enquête reproduite par le *Livre blanc* ait mérité le jugement sévère qu'a prononcé sur elle le Prof. Struycken, membre du conseil d'État des Pays-Bas :

« On a déjà plusieurs fois attiré l'attention sur ce fait que, du côté allemand, on n'a pas une haute idée du discernement ni du jugement critique des neutres que l'on veut convaincre du bon droit de la cause allemande. Le *Livre blanc* en est un nouvel exemple. Veut-on en réalité prouver aux neutres que c'est à bon droit que la population civile belge a été traitée avec une si grande sévérité, qu'on apporte alors des arguments plus convaincants que ceux que l'on trouve dans la publication officielle allemande. Les neutres désirent volontiers être renseignés des deux côtés sur les événements, et ne pas baser uniquement leur jugement sur des rapports belges, français ou anglais, qui peuvent contenir des exagérations; mais alors que, du côté allemand, on leur fournisse des raisons qui peuvent supporter l'examen de la critique et qui prouvent en réalité ce qu'on veut prouver et non pas tout juste le contraire. »

* * *

« Qui a falsifié l'histoire, le Gouvernement allemand ou le Gouvernement belge? » écrit le Dr Meurer. « Un abîme sépare les deux versions, l'affirmation s'oppose à l'affirmation. La décision peut uniquement être rendue par un tribunal impartial possédant les moyens de vérifier les déclarations. Je dois me borner à tabler sur des rapports qui cherchent à se rapprocher de la solution. *Et le point de vue belge se révélera absolument insoutenable.* » L'audace de cette affirmation apparaît si l'on songe que le Dr. Meurer a systématiquement ignoré

les principaux documents postérieurs à la guerre, qui exposent le point de vue belge.

L'opinion favorable que se fait de son propre rapport le Dr Meurer n'est pas partagée à l'étranger.

Un journal de la Suisse alémanique, le *Bund*, de Berne, écrit à ce sujet ce qui suit :

« On doit se demander si le pénible travail de la Commission d'enquête répondra à l'attente. Quelle que soit l'objectivité des auteurs, il ne sera pas possible d'empêcher que leurs constatations seront considérées comme répondant à la conception unilatérale d'une partie, de celle qui a un intérêt particulier à contester les accusations dont elle a été l'objet et d'inculper, par conséquent, ses anciens adversaires.

» L'effet produit eut été certainement plus grand si l'on avait tout au moins chargé du travail des juristes et des historiens neutres. A cela s'ajoute que la manière dont la publication de l'enquête a été mise en scène, décèle de la part de l'Allemagne une *inconscience caractéristique* et un manque de psychologie. »

Un journal allemand le *Hamburgischer Correspondent* écrit de son côté :
« Ce rapport a beaucoup perdu de sa valeur politique et il y a lieu de se demander s'il ne vaudrait pas mieux de limiter ou, mieux encore, d'arrêter définitivement l'œuvre de la Commission. »

A plusieurs reprises, le Dr Meurer revient sur la nécessité de faire juger la question belgo-allemande par une Commission impartiale. Cette enquête la Belgique n'a cessé de la demander au cours de la guerre. Les évêques belges, la franc-maçonnerie belge, les chefs socialistes belges l'ont, chacun de leur côté, réclamée avec insistance. L'Allemagne s'y est refusée à cette époque.

Elle semble la souhaiter, aujourd'hui que beaucoup de témoins ont disparu, que la trace matérielle de bien des dévastations a été couverte par les travaux de restauration du pays.

La Belgique, consciente d'être sans reproches, n'a aucune objection à ce que pareille enquête, même tardive, ait lieu.

Mais, en attendant, un fait essentiel reste acquis : c'est que les actes reprochés aux civils belges par le *Livre blanc*, fussent-ils établis au même titre que les crimes mis par le *Livre gris* à charge des armées impériales, les uns et les autres ne seraient en définitive que la conséquence de ce crime initial que fut la violation de la neutralité belge.

Or, sur ce dernier point, la vérité historique ne trouve plus, en Allemagne même, qu'un nombre toujours décroissant de contradicteurs.

L'article 7 du traité des vingt-quatre articles, renouvelé et confirmé par le traité de 1839, avait donné à la Belgique la neutralité; il lui avait prescrit d'observer cette neutralité envers tous les autres États, auxquels, selon le mot de lord Palmerston, dans une lettre adressée à Lebeau, ministre des Affaires Étrangères, elle devait servir de barrière.

Cette mission elle s'est toujours préparée à la réaliser strictement envers tous. Dans un livre, publié récemment, le savant archiviste du Département des affaires étrangères, M. de Ridder, a exposé, avec détails, la politique de neutralité pratiquée par la Belgique à l'égard de ses voisins ⁽¹⁾.

(1) A. DE RIDDER, *La violation de la neutralité belge et ses avocats*, pp. 133 et suiv.

Aux déclarations et aux faits relatés dans cet ouvrage, ajoutons qu'en 1887, lorsque l'on put croire à une guerre entre la France et l'Allemagne, le prince de Chimay, alors ministre des Affaires Étrangères, notifia aux Ministres à Bruxelles de ces deux puissances, qu'en cas d'envahissement de la Belgique, notre armée deviendrait l'avant-garde de qui la défendrait contre qui l'attaquerait. Cette déclaration avait obtenu l'adhésion de tous les Gouvernements. Elle découlait des devoirs qui nous avaient été imposés en 1834 et en 1839. On pourrait fouiller partout sans trouver un document établissant que jamais le Gouvernement belge ait eu l'intention de faillir à cette politique. Les écrivains allemands qui se sont livrés à un incessant travail d'investigation, pendant quatre années, dans nos archives, n'en ont pu découvrir aucun.

Au jour de l'ouverture des hostilités, le Secrétaire d'État, von Jagow, s'est trouvé contraint de reconnaître que l'Allemagne ne pouvait adresser aucun reproche à la Belgique. Celle-ci a toujours été fidèle à la parole donnée; elle n'a jamais manqué à ses devoirs internationaux. Vaines ont été l'invitation directe faite par Guillaume II à Léopold II en 1904 et celle, plus voilée, adressée en 1913 par le même empereur au roi Albert.

Peut-on en dire autant de l'Allemagne? Il suffit, pour répondre à cette question, de mentionner une dépêche adressée au commencement de 1867 par Bismarck au Ministre de Prusse à Londres, au moment où le futur chancelier négociait avec Benedetti la question des compensations à accorder à la France pour les agrandissements obtenus en Allemagne par la Prusse :

« Nous n'avons aucun motif de considérer le maintien de l'intégrité de la Belgique comme un des facteurs nécessaires de notre politique particulière, ni de nous résoudre isolément à des sacrifices pour sa sauvegarde, si ceux-ci venaient jusqu'à menacer notre propre intégrité dans une lutte avec le plus puissant de nos voisins...

» Nous ne pouvons nous sentir portés à faire de l'existence de la Belgique une question primordiale pour nous, si céder sur ce point devait être le prix ou la condition des bons rapports avec la France, qui nous sont indispensables ainsi qu'à l'Allemagne. Nous sommes évidemment loin d'abandonner la Belgique de propos délibéré et sans besoin, mais il ne faut pas nous dissimuler que des circonstances peuvent se présenter dans lesquelles nous aurons à prendre en considération sérieuse les avantages et les inconvénients de pareilles conceptions, afin de ne pas nous exposer à courir, en face de la France, des chances défavorables ».

Cette politique de Bismarck, qui voulait faire de la Belgique un objet de troc, fut reprise par l'Empereur Guillaume : lui aussi était prêt à céder nos provinces à la France afin d'apaiser les regrets que laissait à celle-ci la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Le 30 juillet 1905, au moment où les relations étaient fort tendues entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, l'Empereur écrivait au Chancelier de Bülow : « Si l'Angleterre déclare la guerre, Votre Excellence devra envoyer deux notes, une à Bruxelles, l'autre à Paris, afin d'inviter les Gouvernements français et belge à faire connaître leurs intentions envers nous, dans un délai de six heures. Immédiatement après la déclaration de guerre, la Belgique doit être envahie. Si la France consent à observer une attitude amicale à notre égard, nous étudierons la possibilité de lui céder une partie du territoire belge en compensation de l'Alsace-Lorraine qu'elle a perdue ». Et le Chancelier, mar-

quant son accord avec les idées impériales, répondait à Guillaume II : « Ce que Votre Majesté dit au sujet de la Belgique est extrêmement juste. Mais les Belges doivent ignorer que nous voulons les mettre en présence d'un pareil choix ».

Depuis 1896, le plan Schlieffen qui, en cas de guerre, prévoyait l'envahissement de la Belgique par les armées allemandes, plan réalisé en 1914, avait été arrêté; et, cependant, l'Allemagne continuait à proclamer à toute occasion son intention de respecter toujours la neutralité de la Belgique. En 1905, l'année même où l'Empereur échangeait sa correspondance avec le prince de Bülow, le comte de Walwitz, ministre d'Allemagne à Bruxelles, portant un toast à la Belgique, disait : « Le maintien du traité des garanties conclu à la naissance de la Belgique actuelle est une espèce d'axiome politique, auquel, d'après nos idées, nul ne pourrait toucher sans commettre la plus grave des fautes ».

Cette déclaration était suivie, peu avant la guerre, par une autre venant de M. de Jagow, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères. Il disait au Reichstag : « La neutralité de la Belgique est déterminée par les conventions internationales et l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions ». Peu de temps après, M. de Heeringen, ministre de la Guerre, disait à son tour : « L'Allemagne ne perdra pas de vue que la neutralité belge est garantie par les traités internationaux ».

Depuis près de vingt ans l'Allemagne impériale, cependant, était décidée à violer ces traités.

Le 4 août 1914 elle a passé aux actes. Elle a foulé aux pieds un peuple qui ne demandait qu'à vivre en paix avec tous ses voisins. Elle a fait un crime aux Belges d'être fidèles à leurs engagements internationaux. Elle a, pendant quatre ans, régné par la terreur et ajouté aux maux et aux excès de l'invasion les rigueurs de l'occupation militaire.

Dix années, bientôt, avaient passé depuis lors. Peu à peu le temps faisait son œuvre. On n'oubliait pas, assurément, mais on voulait croire que l'Allemagne d'aujourd'hui n'accepterait pas d'être rendue solidaire des actes de l'ancien régime.

Il a plu à la Commission d'enquête du Reichstag de rouvrir le procès, de tenter un effort, dont elle eut dû comprendre la vanité, pour blanchir des coupables en portant contre leurs victimes d'injustes accusations.

Le Gouvernement belge leur devait et se devait à lui-même de ne pas laisser ces accusations sans réponse. C'est en acquit de ce devoir qu'il présente ce Rapport aux Chambres législatives, non pour raviver des haines, mais pour protester contre des altérations flagrantes de la vérité historique.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JULI 1927.

VERSLAG

AAN

DE WETGEVENDE KAMERS

UITGEBRACHT DOOR DEN

HEER MINISTER VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN

over zekere beweringen der Commissie
van Onderzoek van den Reichstag betreffende een zoogezegden
franc-tireursoorlog in België ⁽¹⁾.

MIJNE HEEREN,

De Duitse Commissie van onderzoek over de feiten van den grooten oorlog heeft zeven jaar noodig gehad om hare verslagen op te maken. Men begrijpt dat het onmogelijk zou zijn, in een verslag van eenige bladzijden, op grondige en volledige wijze al de beweringen te onderzoeken die een der verslaggevers, Professor Dr Meurer, omtrent den zoogezegden volksoorlog in België uitgebracht heeft. Het feit dat er in dit kort verslag niet geantwoord wordt op verscheidene door dezen rechtsgeleerde tegen België uitgebrachte beschuldigingen, laat derhalve niet toe te besluiten dat de Belgische Regeering deze zou aannemen. Wij hebben er vooral aan gehouden de wijze te kenschetsen waarop dit verslag opgemaakt werd, en aan te toonen hoe weinig het verdient dat lezers niet critischen geest er geloof zouden aan hechten.

*
*
*

De heer Professor Meurer heeft er zich over het algemeen toe beperkt de beweringen te herhalen van het gedurende den oorlog verschenen *Duitse Witboek*, waarop de Belgische Regeering eveneens gedurende den oorlog door een *Grijsboek* geantwoord had.

De verslaggever heeft eigenlijk niets anders onderzocht dan de beweringen vervat in deze beide boeken. Voor hem bevat de bibliographie over deze zaak geen enkel werk dat zijne aandacht verdient, tenzij het boek van Schwertfeger, *De grondslagen van den franc-tireursoorlog*, en het schotschrift van Grasshof, *De Schuld van België*, waarop de betreurde Waxweiler in zijn boek, *Het Proces der Belgische Neutraliteit*, zoo meesterlijk geantwoord heeft.

(1) Eerste verslag, doc. Kamer, n° 264.

Hij heeft op systematische wijze de talrijke in België aangaande den oorlog uitgegeven werken op den achtergrond gelaten, en inzonderheid het onderzoek dat door Kannunik Schmitz en Dom Nieuwland gedaan werd nopens het optreden van het Deutsche leger in de provinciën Namen en Luxemburg, alsmede de belangrijke verzameling verslagen en documenten na den oorlog gepubliceerd door de Commissie, welke voorgezeten werd door den heer burggraaf van Iseghem, Eersten Voorzitter van het Hof van Verbreking.

In Duitschland heeft men het stilzwijgen bewaard over deze werken. Het ware moeilijk in een blad of tijdschrift van dit land een verslag te vinden dat aan deze werken gewijd is. Professor Meurer haalt ze nooit aan.

Hij heeft ze nochtans moeten kennen, want ze waren verschillende jaren voor zijn verslag verschenen en men kent de bijzondere zorg waarmede de Deutsche auteurs, wanneer zij een boek schrijven, de bibliographie van hun onderwerp opmaken. De heer Meurer heeft, met opzet, zonder ze te willen hooren, twee getuigen van kant gelaten wier belangrijkheid door den strengsten criticus niet zou kunnen betwist worden. Waarom heeft hij ze verwaarloosd, zooniet omdat hij niet in staat was ze te weerleggen en hij er de aandacht van zijne lezers niet op wou vestigen, die hun bestaan nog niet kenden.

Op het onderzoek dat in België gedaan werd na den oorlog, door de Commissie ingesteld door de Regeering, zou hij dezelfde, trouwens niet-gewettigde critiek niet hebben kunnen uitoefenen die hij uitgebracht heeft tegen het onderzoek dat tijdens de vijandelijkheden zelf in het buitenland ondernomen werd, en waarvan er verder kwestie zal zijn.

* * *

De heer Meurer weidt in lange commentaren over den volksoorlog uit en hij erkent dat België het recht had er toe over te gaan.

Maar hij beschuldigt de Regeering hem uitgelokt te hebben, en dit in zulke omstandigheden dat hij op al de regelen van het Volkenrecht inbreuk maakte. Hij ziet er het bewijs van in de organisatie der Burgerwacht en in de omzendbrieven uitgevaardigd door den Minister van Binnenlandsche Zaken, van het begin der vijandelijkheden af, om hare actie te regelen.

Ik wil hier op deze beschuldiging niet ingaan. Zij werd geheel weerlegd door de tweede Commissie van onderzoek die, in den eersten band, deel I van hare verslagen en documenten, de volstreckte onberispelijkheid van de actie der Regeering in het gebruik der Burgerwacht heeft aangetoond.

Bij de uiteenzetting van de door hem uitgebrachte conclusies, heeft de heer D^r Meurer blijk gegeven van eene zeer onvolmaakte kennis van de inrichting dezer Wacht, waarbij hij zelfs zóover ging te verklaren dat geen enkele militair er deel van uitmaakte, terwijl integendeel het hoogere bevelhebberschap uitgeoefend werd door gewezen officieren van het Belgisch leger.

De heer D^r Meurer verdraait bovendien de teksten; hij verstaat ze slecht; hij verminkt ze; hij vit op hunne beteekenis; hij oordeelt, bij voorbeeld, dat door aan de Burgerwachten voor te schrijven een *zichtbaar onderscheidingsteeken* te dragen, de Belgische Regeering de voorschriften miskend heeft van artikel 4 van het reglement betreffende den oorlog te land, uitgevaardigd in Den Haag, waarbij voorzien wordt dat de onderscheidingsteekens *op afstand* zichtbaar zouden zijn.

De heer D^r Meurer beschuldigt den Koning zelf tot den franc-tireursoorlog gedreven te hebben. Hij beweert er het bewijs van te vinden in de redevoering

uitgesproken door den Vorst in de Belgische Kamer op 4 Augustus 1914. « Maar indien onze hoop teleurgesteld wordt, zegde hij, indien wij aan den inval op onzen bodem moeten weerstaan en onze bedreigde haardsteden moeten verdedigen, zal deze plicht, hoe zwaar hij ook zij, ons gewapend en besloten tot de grootste opofferingen vinden ».

Men vraagt zich waarlijk af hoe het mogelijk is in deze woorden, die Dr Meurer overigens onnauwkeurig weergeeft, de ophitsing te vinden die hij er in vinden wil.

Andere voorbeelden van gewilde verkeerde uitlegging van teksten kunnen nog aangehaald worden. Bij het uitleggen der reglementen betreffende den oorlog te lande, had een omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken gezegd : « De vijandelijke daden... zijn nooit toegelaten aan hen die deel uitmaken noch van het leger, noch van de burgerwacht, noch van de vrijwilligerskorpsen die de krijgswetten naleven, aan een overste gehoorzamen en een duidelijk zichtbaar kenteeken dragen. »

« De verplichting, schrijft de heer Meurer, voor de onregelmatigen om openlijk de wapens te dragen valt alzoo weg. » Welnu, de verslaggever verwaarloost te zeggen dat de omzendbrief, eenige regels verder, er aan toevoegt : « Indien de bevolking van een grondgebied dat nog niet door den vijand bezet werd, uit eigen beweging bij het naderen van den overweldiger de wapens opneemt, zonder den tijd gehad te hebben zich op militaire wijze in te richten, zal zij als oorlogvoerende beschouwd worden, *indien zij de wapens openlijk draagt en indien zij de wetten van den oorlog naleeft.* »

Dr Meurer had er des te minder reden toe aan de Regeering te verwijten dat zij zoogezegd zou verwaarloosd hebben aan de vrijwilligers het dragen van in 't oog vallende wapens op te leggen, dat de Commissie van den Reichstag waaraan het verslag onderworpen werd in § 2 van haar besluit zegt : « De wapens moeten openlijk gedragen worden, wat niet altijd het geval geweest is. Echter moet men hieromtrent doen opmerken dat België, wat dit land betreft, in staat was deze aanvullende beschikking, die in de clause betreffende het deelnemen van de gansche bevolking aan den oorlog eerst door het reglement betreffende den oorlog te lande van 1907 ingelascht werd, als voor haar niet bindend te beschouwen. »

De omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken van 5 Augustus bevatte nog het volgende : « Men mag niet uit het oog verliezen dat, volgens de oorlogswetten de vijandelijke daden, d. i. weerstand en aanval met de wapens tegen geïsoleerde vijandelijke soldaten, rechtstreeksche tussenkomst in gevechten of botsingen, nooit toegelaten zijn aan hen die deel uitmaken noch van het leger, noch van de burgerwacht, noch van de vrijwilligerskorpsen, die de krijgswetten naleven, aan een overste gehoorzamen en een duidelijk zichtbaar kenteeken dragen. Het vergeten (van deze gewichtige regelen) zou niet alleen de individuen of de geïsoleerde kleine groepen die deze vijandelijke daden zouden stellen, zonder het karakter van oorlogvoerenden te hebben, blootstellen aan eene beteugeling zonder voorafgaand vonnis, maar het zou als voorwendsel kunnen dienen voor represailles tegen de heele bevolking. »

Het ware moeilijk geweest de bevolking op meer uitdrukkelijke wijze op hare hoede te stellen tegen het inrichten van een franc-tircursoorlog. De heer Meurer ziet evenwel in deze verwittigingen niets meer dan diplomatische handigheid ; ze schijnen hem gansch bijzonder tot doel gehad te hebben de aandacht der bevolking op den volksoorlog te vestigen, d. i., want zoo denkt de heer Meurer er over, haar aan te raden aan een dergelijken oorlog deel te nemen.

Steeds gebruik makend van hetzelfde procédé, beweert de heer Meurer dat de Belgen die aan de Duitschers weerstand boden enkel burgerskostumen droegen en gewapend waren met jachtgeweren, revolvers, slagersmessen, zeisen, kortom met alle wapens die zij in hun bereik hadden, want, voegt hij er bij, men had hun wel degelijk gezegd : « ieder wapen is goed ⁽¹⁾ ». Nochtans had de heer Meurer zelf, een weinig hooger, herinnerd aan de voorschriften van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, waarbij aan alwie de hoedanigheid van oorlogvoerende wou bezitten het dragen van zichtbare wapens opgelegd werd.

Een bericht van hetzelfde Departement, elken dag, sedert het begin der vijandelijkheden, in alle dagbladen overgenomen, door de zorgen van den Minister van Binnenlandsche Zaken, aangeplakt in alle steden en dorpen en afgelezen in al de kerken, maande de burgers aan, indien de vijand zich in hunne streek vertoonde, niet te strijden, smaadredenen noch bedreigingen te uiten, binnenshuis te blijven en de vensters te sluiten opdat er niet kunne beweerd worden dat uitdaging plaats had; indien de soldaten, om zich te verdedigen, een huis of afgezonderd gehucht bezetten, die te ontruimen, opdat men niet zou kunnen zeggen dat de burgers geschoten hadden.

In deze zoo nauwkeurige, zoo duidelijke verwittiging, heeft een enkele zaak den heer Meurer getroffen : dat de inwoners alleen *aangemaand* werden zich te onthouden vijandelijkheden te begaan. Omdat de Regeering, om deze mededeeling aan de Belgen te doen, geene bevelformule gebruikt heeft, oordeelt de schrijver van het verslag dat alleen een raad gegeven werd, dat geen verbod uitgevaardigd werd; en, van daar uit, komt hij tot het besluit dat de Regeering, daar zij zich tot een eenvoudige aanbeveling bepaald had, zich « de medeplichtige heeft gemaakt van de misdaden die het Duitsche Witboek in hunne meest gruwelijke bijzonderheden doet kennen ».

De verslaggever der Commissie van den Reichstag zou zich deze nieuwe vergissing hebben kunnen besparen, indien hij de ministerieele waarschuwing in haar geheel had overgenomen.

Dit bericht immers eindigde met de volgende regels :

Eene gewelddaad, door één enkelen burger begaan, zou een ware misdaad zijn, door de wet verboden en met inhechtenisneming gestraft, want ze zou tot voorwendsel kunnen dienen tot eene bloedige betegeling, tot plundering en uitmoording der onschuldige bevolking, van vrouwen en kinderen.

Maar dit is niet alles. De heer Meurer doet den tekst wijzigingen ondergaan, die klaarblijkelijk herinneren aan de veranderingen die de Keizerlijke Regeering in den loop van den oorlog aan de documenten Ducarne-Barnardiston toebracht.

Door een omzendbrief van 8 Augustus, had de Minister van Binnenlandsche Zaken aan de gouverneurs der provinciën kennis doen geven van een Koninklijk besluit van denzelfden datum, waarbij bepaald werd dat het dragen van den blauwen kiel verplichtend was voor de leden der niet werkdadige burgerwacht, opgeroepen tot werkdadigheid door het Koninklijk besluit van 5 Augustus 1914,

(1) De Commissie van den Reichstag belast met het nemen van een besluit over het verslag van Dr Meurer bevestigt in § II van hare resolutie dat de Belgische bevolking tegen de Duitsche soldaten gebruik gemaakt heeft van *kokende olie*. Dit is in zichzelf zeer onwaarschijnlijk. Over het algemeen bezaten de Belgische gezinnen geen voldoende voorraad olie om er zich een wapen van te maken. Maar wat vooral dient te worden opgemerkt is het feit dat er slechts één enkel geval wordt aangehaald waarin de kokende olie zou gebruikt zijn, namelijk in het beruchte en *legendarische* gevecht van Herstal.

en waarbij er aan herinnerd werd, dat de door hen gebruikte wapens op goed zichtbare wijze moesten gedragen worden.

Bij het uitleggen dezer laatste beschikking zegde de Minister van Binnenland-sche Zaken : « L'emploi d'armes cachées, tels que révolvers, poignards, etc., ne peut, dès lors, être admis comme armes principales ».

Uitweidende over deze beschikking, drukt de heer D^r Meurer op de woorden « dès lors » (von jetzt ab); hij schrijft dat deze woorden de volle aandacht verdienen, dat tot op dit oogenblik dus, *de moordenaar eveneens als oorlog-voerende bleek aangezien te zijn*.

Weet de heer D^r Meurer niet dat de woorden « dès lors » in 't Fransch eene gevolgtrekking kunnen uitdrukken, dat ze niet beteekenen « te rekenen van heden » maar « dienvolgens »? In werkelijkheid had men deze woorden moeten vertalen door *demzufolge, daher of infolgedessen*. Laten wij aannemen dat het bij vergissing is dat D^r Meurer daarin een reden gevonden heeft om de Belgische Regeering te beschuldigen tot het vermoorden van Duitsche soldaten aangezet te hebben.

* *

Wanneer hij de werking der Burgerwacht laakt, tracht de heer Meurer niet te weten of de feiten die hij afkeurt en die hij aanhaalt volgens zekere Belgische bladen, zich op Belgisch grondgebied dan wel op door de Duitschers reeds overweldigd grondgebied voorgedaan hebben.

Welnu, geen enkel der op bladzijde 167 van zijn verslag aangehaalde voorvallen, waarvan de werkelijkheid overigens niet vastgesteld is, wordt verondersteld in het bezet gebied te gebeuren. Zij zouden voorgekomen zijn op het gebied dat aan 's Lands overheid onderworpen bleef, daár waar elke burger tot plicht heeft dezer actie bij te staan.

Doctor Meurer ziet niet dat, door het feit dat hij aan de Belgische Regeering het recht betwist aan de bevolking te vragen deel te nemen aan de voorbereiding van den weerstand, te waken op de veiligheid der achter de Belgische troepen gelegen wegen, enz., hij daardoor zelf de schending van het volkenrecht bekent dat door de Duitsche legers begaan werd, wanneer zij aan de bewoners van bezet België de verplichting oplegden mede te helpen aan de aanvallen gericht tegen hun eigen landgenooten, door het delven van loopgraven, het oprichten van prikkeldraadnetten, het lossen van munitie, het herstellen der voor het militair vervoer gebruikte wegen.

Indien zelfs de omzendbrieven van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken tot heimelijk doel zouden gehad hebben, zooals D^r Meurer het beweert, de Burgerwacht er toe te drijven op onwettige wijze aan de militaire verrichtingen deel te nemen, hoe zouden deze omzendbrieven een invloed kunnen gehad hebben op de bevolking van den reeds op 4 Augustus overweldigden rechteroever der Maas, die deze omzendbrieven nooit ontving? Nochtans, onder het voorwendsel van aanvallen door franc-tireurs, hebben de Duitsche troepen, reeds op 4 Augustus, te Visé, te Barchon, te Herve, te Fléron gemoord, gebrand en geplunderd, ouderlingen, vrouwen en kinderen gedood.

* *

Hebben er in België franc-tireurs bestaan?

Dat er afgezonderde vijandelijke daden gebeurd zijn, is mogelijk, zelfs waarschijnlijk : zulke feiten zijn in alle oorlogen en in alle landen voorgekomen.

Maar het is volkomen valsch dat gansche steden of dorpen, zooals de Duitschers het beweren, zouden opgestaan zijn tegen de overweldigers of hun valstrikken zouden gespannen hebben.

Om de eerste Commissie die, zooals ik het thans doe, het bestaan van een georganiseerden onwettelijken weerstand betwist heeft, van leugen te beschuldigen, haalt D^r Meurer uittreksels uit Belgische dagbladen aan, welke voorvallen van den franc-tireursoorlog verhalen. Deze uittreksels werden verzameld in eene brochure : *Der Franktireurkrieg in Belgien. Geständnisse der belgischen Presse.* (De Franc-tireursoorlog in België. Bekentenissen der Belgische Pers), uitgegeven gedurende de vijandelijkheden door de Duitse Regeering. Maar hier kan men nogmaals oordeelen over de manier van betoogen van den verslaggever. Vele, zooniet alle door de Belgische dagbladen verhaalde voorvallen hebben zich niet voorgedaan : dit is namelijk het geval met den beruchten slag van Herstal, geheel en al verzonnen door een correspondent van het Hollandsche dagblad *De Telegraaf*. De heer D^r Meurer moet er van overtuigd zijn dat het verhaal van dien slag een sprookje is; hij haalt hem evenwel met welgevallen aan om het bestaan van den franc-tireursoorlog te bewijzen.

D^r Meurer vermeldt dikwijls in zijn verslag een door een Engelschman, den heer Bennett ⁽¹⁾, geschreven werk.

Het zal ons dus toegelaten zijn ons, van onzen kant, te bedienen van de getuigenis van een onzijdige, een Nederlandschen dagbladschrijver, de heer Mokveld, waaraan een Belgisch dagblad onlangs en zeer gelegen herinnerde.

De heer Mokveld volgde de Duitse troepen in den loop der eerste weken van hun marsch in België. Aangaande den franc-tireursoorlog, schrijft hij hetgeen volgt :

« Mijn meening is nog steeds dezelfde en ook hier wil ik getuigen, dat naar mijn meening, gevormd door eigen aanschouwing en meeleven, de beschuldigingen van franc-tireurs-daden door de Belgische bevolking een absolute leugen zijn.

» Er zijn er die de beschuldiging volhouden op grond van uitlatingen in de Belgische pers, welke in een Duitse brochure verzameld zijn.

» M. i. hebben deze perscitaten echter niet de minste waarde. Dit zal eenieder duidelijk worden; wanneer men zich ten eerste de opwinding eens voorstelt van dagbladschrijvers, wier land plotseling, geheel onverwacht, in een schrikkelijken oorlog gewikkeld is en thans begripen als journalisten een grootsche vaderlandslievende taak te vervullen te hebben. In hun zenuwachtig

(1) De heer Bennett, dien de heer Meurer herhaalde malen met welgevallen aanhaalt, ziet zich verplicht te erkennen dat de Duitschers in zekere gevallen gebruik hebben gemaakt van het recht van represailles met een niet-gerechtvaardigde strengheid en zonder de vereischte gerechtelijke procedure. Hij vermeldt een reeks inbreuken op het volkenrecht die te dier zake aan de Duitschers verweten worden, namelijk de gruwelijke slachtingen van Etbe. De heer Meurer beweert op dit punt de inlichtingen van Bennett terecht te brengen en haalt een uittreksel aan van de getuigenis die de heer Baulard, burgemeester van Etbe, onderworpen aan een regime van gevangenschap en terrorisatie, op 8 Maart 1915 vóór een Duitse onderzoeksrechter zou gedaan hebben, maar hij laat geheel na de getuigenis te vermelden die door denzelfden heer Baulard na den oorlog vóór de Belgische Commissie van onderzoek gedaan werd. Dit levert ons een bewijs te meer van de manier waarop de heer D^r Meurer zich documenteert.

overspannen toestand zitten ze over hun bureau gebogen en krijgen uit vluchtelingen-praatjes berichten over een meedoen van burgers aan den strijd. Ze maken er zich even een voorstelling van hoe wilde horden den vaderlandschen bodem betreden en hoe man en man, vrouw en vrouw zich aaneenschaarden en met verachting van hun leven zich tegen den indringer verzetten. De gedachten van zoo'n journalist, wiens eigen land sinds enkele dagen in oorlog is, gaan niet logisch meer; hij vindt in zijn voorstelling iets schoons en ik kan me dan ook begrijpen, hoe enkelen ertoe gekomen zijn, die voorstelling voor waar aan te nemen en de daad te verheerlijken.

» Dat is echter geen bewijs, dat die daad er werkelijk ook geweest is. Want, hoe kwamen ze aan die berichten?

» Uit eigen ondervinding durf ik met zekerheid zeggen, dat die berichten enkel en alleen uit Duitsche bron kwamen, terwijl er geen enkele aanleiding toe bestond.

» Juist de eerste oorlogsdagen heb ik in alle bijzonderheden meegemaakt. Ik was in Luik gekomen, tusschen de forten door. In Lixhe was ik, toen de schipbrug daar vernield werd vanuit het fort Pontisse; driemaal vertoefde ik in Visé vóór de verwoesting en ook was ik er, toen het lieve stadje in de vlammen verterde. In Leuven werd ik, toen alles nog brandde, door zes soldaten uit mijn bed gehaald en gevangen genomen.

» Welnu, ik heb :

» 1° Nog nooit iets van een franc-tireurskrijg waargenomen;

» 2° Nimmer iemand gezien, die gewapend als franc-tireur gevangen genomen was.

» 3° Geen Duitsch militair, van welken rang ook, ooit hooren beweren, dat hij zelve op eenigerlei wijze iets van den franc-tireurskrijg heeft meegemaakt, ofschoon ik talloos velen daarnaar gevraagd heb. Altoos waren het anderen; die reeds sinds enkele dagen weer vertrokken waren, die het ongelukkige lot gedeeld hadden.

» 4° Nooit op mijn vragen een enkelen naam van een franc-tireur hooren noemen.

» Wel echter werd me door de Duitsche officieren altijd over franc-tireurs gesproken en in Visé, Luik, Dinant, Bilsen en vooral Leuven, oefenden ze voortdurend pressie op me uit en wilden ze me beloften ontrukken, dat ik over het bestaan van franc-tireurs in mijn blad *De Tijd* schrijven zou en de verwoestingen rechtvaardigen. En die redenceringen gingen over van officieren op soldaten en vooral deze laatsten kregen daardoor een grooten wrevel tegen de Belgische bevolking, op wie ze scholden en vloekten. Onder de soldaten ontstond om die reden ook een groote vrees voor franc-tireurs en talrijke malen heb ik het meegemaakt, hoe een slag, van een instortenden muur b. v., een heelen troep soldaten deed opspringen, naar de geweren grijpen en dol-angstig het terrein deed afsluipen. Dan vloekten en tierden ze al weer en spraken van niets meer dan van afbranden.

» Ten slotte werd door al dat praten der soldaten ook de bevolking langzaam overtuigd, dat er franc-tireurs geweest waren, maar nooit op de plaats, waar zij zelve woonden; altijd elders. »

Wat deze persberichten waard zijn, zou de Duitsche regeering beter dan wie ook moeten weten. Moet er hier herinnerd worden aan dit Duitsch

blad dat, waar het de intrede der keizerlijke troepen in Brussel bekendmaakte, liet drukken dat de bevolking een hevigen weerstand had geboden en dat er talrijke dooden en gekwetsten waren?

Dient hier ook herinnerd aan het sensationeele artikel dat in het *Berliner Tageblatt* van 7 October 1914 verscheen en waarin Erzberger, die gedurende een groot gedeelte van den oorlog gelast was de Duitsche propaganda te leiden, vertelde dat op Zondag 2 Augustus 's morgens, vóór elke oorlogsverklaring, Fransche en Belgische troepen tot bij Aken waren binnengedrongen en dat er Duitsche Landsturm-soldaten moesten gezonden worden om ze terug te drijven?

Dient hier herinnerd aan het nog veel erger feit dat de Keizerlijke regeering zelf de betrekkingen met Frankrijk afbrak, zich steunende op vijandelijke daden zooals, bij voorbeeld, het afwerpen uit vliegtuigen van bommen op Neurenberg en op spoorwegen, welke vijandelijke daden later erkend werden als zijnde nooit gebeurd. Op dit oogenblik verkeerde de Duitsche regeering niet in den staat van opgewondenheid waarin zich in het begin van den oorlog de Belgische journalisten bevonden, die van het front verwijderd stonden en slechts nieuws uit derde hand ontvingen. Zij had tijd om de juistheid na te gaan der inlichtingen die haar toegekomen waren, en nochtans, zonder dit te doen, zond zij, deze voorgewende aanvallen inroepende, hare oorlogsverklaring naar Parijs.

De heer Meurer meent ook zich te mogen steunen, om de werkelijkheid van den franc-tireurs oorlog vast te stellen, op de proclamaties van burgemeesters, inzonderheid van de burgemeesters van Dolhain en Aerschot; maar hij vergeet te zeggen dat dergelijke proclamaties door de macht aan de gemeentemagistraten opgedrongen waren. De Duitsche overheden dicteerden hun deze proclamaties, dikwijls den revolver in de hand, en de daarin bevatte inlichtingen kwamen van dezelfde overheden.

* .

Het bij den Reichstag ingediende verslag herhaalt andermaal de beschuldigingen van wreedheden ten laste gelegd van de Belgische bevolking, echter zonder ze beter dan vroeger te bewijzen.

Het neemt, zonder eenig voorbehoud, eene nota over bekendgemaakt op 12 Augustus 1914 door het hoofd van den Duitschen staf en waarin wordt gezegd : « Te Antwerpen heeft het volk... vrouwen en kinderen beestachtig vermoord... » Dat de heer Meurer ons de stukken geve van het gerechtelijk onderzoek dat de Duitschers ongetwijfeld dienaangaande hebben moeten instellen, dat hij ons den naam opgeve der vrouwen en kinderen die aldus vermoord werden!

Als de Belgische verslagen er de Duitschers van beschuldigen misdaden van dien aard te hebben begaan, geven zij den naam der slachtoffers op en doen ze nauwkeurig de omstandigheden kennen ⁽¹⁾.

(1) Wij eischen eveneens van den heer D^r Meurer nauwkeurige inlichtingen aangaande den laster die tweemaal wordt herhaald in zijn verslag (blz. 248 en blz. 250) waar hij er de Belgische overheden van beschuldigt (de Duitsche verslaggever noemt die overheden niet) te Dinant recidivisten gemobiliseerd en gewapend te hebben, die speciaal voor de gelegenheid waren vrij gelaten.

Verder zegt het verslag nog het volgende :

« Mannen behoorend tot de meest verscheiden beroepen, industrieelen en werklieden, onderwijzers en geneesheeren, zelfs geestelijken, vrouwen en kinderen werden gewapend aangehouden.

» In gewesten die sedert lang door de Belgische troepen ontruimd waren, werd er geschoten van uit huizen, kelders, hoven, velden en bosschen.

» Bij deze gelegenheid heeft men groote hoeveelheden jachtgeweren en munitie ontdekt, alsook oude revolvers en pistolen. Ook waren er talrijke kwetsuren veroorzaakt door schoten van geweren geladen met groven hagel, en ook door verbranding veroorzaakt door teer en door kokend water.

» De Duitsche troepen werden bij hun aankomst in de localiteit in schijn op vriendelijke wijze ontvangen en bij het intreden van den nacht of onder begünstiging van bijzondere omstandigheden werden ze aangevallen. Duitsche strijders werden langs achter gedood; Duitsche gekwetsen werden bestolen, gedood en zelfs vreeselijk verminkt. Men heeft hunne oogen uitgestoken, hunne ooren, hun neus, hunne vingers en hunne geslachtsdeelen afgesneden. Duitsche soldaten werden vergiftigd en aan boomen opgehangen. Men heeft ze besproeid met brandende vloeistoffen, men heeft ze op een ander manier verbrand zoodat zij in bijzonder verschrikkelijke pijnen omgekomen zijn. »

Dit alles heeft de heer Meurer geschreven op grond van getuigenissen bevat in het *Witboek*, terwijl hij een weinig verder moet bekennen (blz. 226) dat de in dit boek bevatte beschuldigingen nog niet de « uitdrukking der waarheid » zijn.

Wij zullen er ons bij bepalen tegenover deze verklaringen te stellen hetgeen de Nuntius, die tijdens den oorlog te Brussel gebleven was, aan het Vatikaan meldde :

« Ik moet opmerken, ondanks de beschuldigingen van de overweldigers, dat de Belgen zich niet gedragen hebben zooals zij het beweren om hun gedrag te rechtvaardigen.

» De Belgen hebben geene represailles genomen noch wreedheden op vijandelijke soldaten begaan. Overigens zou het eerder zachte karakter der Belgen zich daartegen verzetten. Misschien heeft de eene of andere burger wel op de troepen geschoten of Belgische of geallieerde soldaten beschermd om hen bij de militaire verrichtingen tegen den invaller te helpen, maar dit verontschuldigt hoegenaamd niet de barbaarsche manier stelselmatig door de vijandelijke troepen aangewend, om onschuldige burgers, dikwijls in groot aantal, gevangen te nemen, ze te beschouwen als verantwoordelijk, ze te fusilleeren of ze op nog wreedere wijze ter dood te brengen. »

Bij dergelijke getuigenis is alle commentaar overbodig.

*
*
*

Zoozeer Dr Meurer er op staat de Belgische Regeering en bevolking te beschuldigen de wetten van den oorlog te hebben geschonden, zoozeer volhardt hij erin het Duitsche leger te willen vrijpleiten van al de beschuldigingen die er tegen gericht werden.

Wij zullen van onzen kant er ons niet bij bepalen, hem te antwoorden met het zonderlinge argument dat hij gebruikt om de Belgische beweringen te veroordeelen :

« Indien, schrijft hij, niettegenstaande de Duitsche bewijzen, de Belgische

Regeering niettemin elk bestaan van franc-tireurs loochent, doet deze volharding op zichzelf reeds eene zware schuld vermoeden.

» Degene die er zooveel belang aan hecht alles te ontkennen wat voorgevallen is, moet aan de gebeurtenissen zelve niet vreemd zijn. »

Tot staving van de door de Belgen tegen de Duitschers uitgebrachte beschuldigingen van wreedheden, zullen wij ons nogmaals beroepen op het gezag van Mgr Tacci Porcelli, Pauselijken Nuntius :

« Ik kan, in de eerste plaats — schreef de diplomaat in een verslag aan den Heiligen Vader — slechts bevestigen al wat de Belgische dagbladen en de te dien einde ingestelde Commissie van onderzoek gezegd hebben betreffende de schending van het volkenrecht en van de oorlogswetten in België. Misschien zullen de bijzonderheden uiteengezet in gezegde dagbladen en vermeld door de Commissie niet erkend worden als zijnde heelemaal juist, maar de grond ervan staat vast.

» Er dient eerder aan toegevoegd dat, in den spoed waarmede de gebeurtenissen zich voorgedaan hebben, een groot aantal feiten aan het toezicht ontsnapt en onbekend gebleven zijn. De vijandelijke troepen hebben werkelijk ontelbare wanordelijkheden begaan in België, daar waar ze tegenstand ontmoet hebben : verwoesting van dorpen, uitmoorden van de burgerlijke bevolking, moord op priesters, heiligschennis van kerken, brandstichtingen en roof, en al het slechtste dat teugellooze soldatenbenden kunnen begaan : en dit niet bij uitzondering, maar bijna als regel en met de toestemming der officieren, inzonderheid, telkenmale, ik herhaal het, dat deze troepen tegenstand ontmoet hebben en vooral een nederlaag geleden hebben. Men zou geneigd zijn te zeggen dat de troepen als wachtwoord hadden op hun doortocht uit te moorden, te verwoesten en heel de bevolking te terroriseeren. »

Deze diplomaat, wien zijn toestand zelf een uitzonderlijke omzichtigheid oplegde, zou een dergelijk oordeel niet uitgesproken hebben, dat voor het Deutsche leger een verpletterende veroordeeling uitmaakte, indien hem dienaangaande geen inlichtingen toegekomen waren waarvan hij de juistheid niet in twijfel kon trekken.

Zonder volstrekt te ontkennen trekt de verslaggever nochtans in twijfel dat de slachtingstoeeneelen zouden kunnen veroorzaakt zijn door Deutsche soldaten, aan zinsbedrog onderhevig, onvoorzichtig, onervaren in de hanteering van hun geweer, of gehypnotiseerd door de geschiedenis der francs-tireurs van 1870. De heer van Langenhove heeft dienaangaande, tijdens den oorlog, een zeer overtuigend boek geschreven : *Hoe een cyclus van legenden ontstaat*. De heer Meurer weigert hiermede rekening te houden, zooals overigens met elk ander Belgisch boek; hij schuift het met minachting ter zijde.

Misschien zal hij niet zooveel minachting hebben voor de getuigenis van een zijner landgenooten, den heer baron von der Marwitz, gewezen officier van het keizerlijk leger. « De leden der Commissie van onderzoek van den Reichstag, schrijft deze getuige, in de *Menschheit*, weten niet dat er een bevel bestond van de opperste leiding van het Deutsche leger dat de volgende onwaarschijnlijke beschikking bevatte : zoodra, in eene veroverde plaats, een geweerschot valt, moet de geheele mannelijke bevolking van die plaats gefusilleerd worden, onder de oogen der vrouwen en kinderen :

« Ik heb eertijds in de *Menschheit* een geval doen kennen dat de haren te

berge zou doen rijzen : het voorbeeld van een edelmoedigen reservekapitein, genaamd Behrens, die zoowat twintig of dertig onschuldige Belgen van den dood redde, welke op het punt waren gefusilleerd te worden onder voorwendsel dat men op een Duitschen soldaat had geschoten. Deze kapitein bezwoer de Duitsche militairen de waarheid te zeggen en beloofde het absolute stilzwijgen aan alwie zou bekennen de daad begaan te hebben waarvan een Belg beschuldigd was en die de fusillade voor gevolg ging hebben. Een Duitsche soldaat kwam uit de rangen en vertrouwde hem in het oor, met een bevende stem, hetgeen hij, van schrik bevangen, niet had durven bekennen : het schot was door zijn geweer gelost. De kapitein kwam tusschenbeide om hem alle straf te vermijden en stelde al de Belgen in vrijheid.

» Dergelijke gevallen waar geen weldoende redder aanwezig was, en waar de gansche bevolking van eene plaats gefusilleerd werd omdat ergens een Duitsche soldaat, hetzij door nalatigheid, hetzij door kwaadwilligheid, zijn geweer had afgeschoten, waren maar al te talrijk. »

Op zekere bladzijden van zijn memorie, is de heer Meurer verplicht te bekennen dat er uitspattingen gebeurd zijn, zonder ze echter nauwkeurig te doen kennen, hetgeen aan de bekentenis alle kracht en alle gevaar ontnemt. Terwijl hij herinnert aan het boek van den heer Bennett, dat hij dikwijls aanhaalt, schrijft hij :

« In al de legers met algemeenen dienstplicht, mag men niet te nauwgezet zijn op het gebied der brutale en misdadige elementen; er zijn er van allen rang en stand. »

Verder zegt hij nog :

« Zekerlijk zijn er talrijke Duitsche misslagen begaan ⁽¹⁾ die zullen moeten vergoed worden indien zij op eene onpartijdige wijze bewezen worden. Echter nu reeds kan er geen twijfel bestaan dat de Belgen voor propaganda-doeleinden sterk overdreven hebben.

» Het beste bewijs ervan is Leuven dat, volgens de Belgische Commissie van onderzoek, geheel en al verwoest zou geworden zijn, met inbegrip van het stadhuis, het station, terwijl het grootste gedeelte der stad (ongeveer de vijf zesden) onaangeroerd is gebleven, en de Duitsche soldaten, ten koste der grootste gevaren, van de verwoesting gedeelten gered hebben, die niet te vervangen artistieke waarden bevatten. »

De 2,000 huizen die te Leuven vernield werden en het afbranden van de Bibliotheek van de Hoogenschool, de Academie van Schoone Kunsten, het Paleis van Justitie, den Schouwburg, het in brand steken der Collegiale kerk van Sint-Pieter, getuigen van de waarde die aan de verklaringen van den heer Dr Meurer moet gehecht worden. Het Duitsche Witboek heeft het overigens voorzichtig geoordeeld, en hierin volgt de verslaggever van de Commissie van

(1) Moet men onder deze misslagen de afschuwelijke slachting van Tamines begrijpen? Noch het Witboek, noch Dr Meurer hebben getracht het Duitsche leger van deze misdaad vrij te pleiten. En indien dit zwijgen neerkomt op een bekentenis van schuld aan wat er in deze ongelukkige gemeente gebeurd is, hoe waarschijnlijker nog worden daardoor de beschuldigingen tegen den onverweldiger voor zijn optreden in andere Belgische steden en dorpen.

den Reichstag zijn voorbeeld, geen woord te reppen over de vernieling der Bibliotheek.

Wat de beteugeling betreft der misdaden en wanbedrijven door Duitsche officieren en soldaten in België gepleegd, wij weten wat er van geworden is. Men herinnert zich wat de processen geweest zijn die voor het Hof van Leipzig gebracht werden. Men weet met welke schandelijke toegeeflijkheid de moordenaars van baron d'Udekem behandeld werden. En deze misdaad was geen oorlogsmisdrijf, maar eene misdaad van gemeen recht.

Voor zoover ons bekend is, werd er nooit een openbaar woord van blaam gericht tot de drie officieren die te Tervueren den jongen pater Jezuïet Dupierreux deden fusilleeren omdat hij op zijn notaboekje geschreven had dat barbaren de Leuvensche bibliotheek vernield hadden. Krachtens welk wetboek was dit feit met den dood strafbaar?

* * *

D^r Meurer weidt lang uit, echter niet zonder eenige verlegenheid, over de kwestie der gijzelaars. Alhoewel hij tracht de daden te rechtvaardigen die op dit gebied door de hoofden der Duitsche legers verricht werden, erkent hij dat eene internationale overeenkomst nuttig zou zijn om nauwkeurig aan te duiden en te bepalen wat in het vervolg in dezen zou toegelaten zijn. Zijne besluiten zijn te dien opzichte aanvaard en overgenomen door de Commissie van onderzoek.

In strijd met de beweringen van talrijke rechtsgeleerden, betwist de heer Meurer dat er bij artikels 46 en 50 der Overeenkomst van 's Gravenhage verboden wordt gijzelaars aan te houden en ter dood te brengen en hij tracht het optreden der Duitschers te rechtvaardigen door te wijzen op soortgelijke, maar later bedreven handelingen der Franschen en der Russen. Hij verwijt overigens aan de tegenstanders van Duitschland de massa-moorden op gijzelaars niet, waaraan de Duitsche troepen zich hebben schuldig gemaakt en waarvan sommige, zooals een van deze welke te Andenne plaats gehad hebben — en hier bekend de heer Meurer — bevolen werden door eenvoudige onderofficieren die mannen en vrouwen deden ter dood brengen.

De heer Meurer stelt regels op voor de gevallen waarin het nemen van gijzelaars volgens hem gewettigd is. Maar, zelfs indien men zijne stelling over artikels 46 en 50 aanneemt, toonen die regels nog het misbruik aan waaraan de Duitsche troepen zich te dezer zake hebben schuldig gemaakt :

« Het gebruiken van gijzelaars, zoo schrijft hij, om zich te beschutten tegen regelmatige aanvallen der vijandelijke troepen, is natuurlijk zonder meer strijdig met het volkenrecht ».

En nochtans wat heeft de Belgische Commissie van onderzoek, die na den oorlog werkte, vastgesteld?

« Van Luik tot den Yzer, hebben de Duitschers, in de gemeenten die zij doortrokken, niet alleen gijzelaars genomen die ze verantwoordelijk maakten voor hetgeen in de gemeente kon voorvallen — een zeker aantal dezer gijzelaars werden zonder nader onderzoek doodgeschoten — maar zij hebben, telkenmale wanneer zij tegen Belgische, Fransche of Engelsche troepen marcheerden of tot den aanval van versterkte stellingen overgingen, een aanzienlijk aantal burgers : mannen, vrouwen en kinderen, in hechtenis genomen, die zij dwongen vóór hunne soldaten te marcheeren om als schild te dienen. In sommige

gevallen werden de burgers aan elkander gebonden; velen werden aan kanonstukken gebonden; andere malen werden deze burgers gedwongen zich te midden van den weg te plaatsen, terwijl de soldaten achter het kreupelhout en de bermen verscholen waren; somtijds zelfs werden de inwoners met kolfslagen en schoppen gedwongen op talus plaats te nemen terwijl de soldaten zich in holten van den grond verscholen.

» Vele burgers werden in die omstandigheden gedood, de eenen werden door de Duitschers met geweerschoten of kolfslagen afgemaakt wanneer ze aanstalten maakten om te vluchten of zelfs om te protesteeren tegen de gewelddaden die men hun deed ondergaan; de anderen, door het vuur der Belgische of geallieerde soldaten die, zelfs al bemerkten zij bijtijds het menschelijk schild dat de vijand vóór hem deed marcheeren, niet altijd konden vermijden dat een kogel de ongelukkige burgers kwam treffen, waarachter de Deutsche soldaten zich verscholen. »

Dr Meurer voegt er nog aan toe : « Deutschland, dat de gijzelaars ter dood deed brengen in geval van volstreckte noodzakelijkheid, heeft het volkenrecht niet geschonden, en indien de Conferenties van Den Haag nagelaten hebben dienaangaande nauwkeurige verboden uit te vaardigen, is men niet gerechtigd naderhand voor deze nalatigheden bevelhebbers te doen boeten die, bij gebrek aan een rechtsbepaling, zich hebben laten leiden door een juist begrip van hun plicht. »

Is het door een juist begrip van hun plicht dat er bij de Bayard Rots te Dinant als gijzelaars werden genomen, niet tegen franc-tireurs, maar tegen de Franschen die den vijand in een regelmatig gevecht bevochten, 90 gijzelaars waarvan 77 gefusilleerd werden. Daaronder bevonden zich 38 personen van vrouwelijke kunne, eene vrouw van 88 jaar, 7 ouderlingen van meer dan 70 jaar, 15 kinderen onder 14 jaar waarvan 7 slechts twee jaar oud of nog jonger waren.

Het is naar aanleiding van deze executies, waarvan hij zich wel wacht de bijzonderheden nader aan te geven, dat Dr Meurer er toe komt te schrijven dat men nauwelijks gelooven kan dat er zich onder de gefusilleerden onschuldigen bevonden, aangezien de heele bevolking aan het gevecht deelgenomen had.

De verslaggever vergeet dat deze gijzelaars uit hunne woningen gehaald werden vooraleer er een enkel geweerschot aan de Bayard Rots gelost was, dat de fusillade komende van den tegenoverliggenden oever eerst begon toen alle omliggende huizen reeds leeg waren en een groot gedeelte van de brug, die de Duitschers wilden bouwen, voleindigd was.

Volgens de beweringen van professor Meurer hebben de executies te Dinant slechts plaats gehad na een regelmatig vonnis. Het ware interessant de namen te kennen der officieren waaruit deze rechtbank samengesteld was, alsook hunne getuigenis voor de Commissie van onderzoek bekend te maken. Men zou dan weten of zij de verantwoordelijkheid op zich nemen van daden welke den bisschop van Namen er toe noopten, tot den vijand zelf sprekende, te zeggen : « Geen taal ter wereld beschikt over eene uitdrukking die bij machte zou zijn dergelijke gruwelen te brandmerken. »

Zooals wij in het begin gezegd hebben, documenteert de heer Meurer zich bijna uitsluitend in het *Witboek*. Het tijdens den oorlog verschenen *Belgisch Grijsboek* wordt door hem zeer scherp gecritiseerd. Aan het destijds gedane onderzoek hecht hij niet het minste geloof :

« De bronnen, zoo schrijft hij, waaraan het *Grijsboek* zijn bewijzen gaat

putten, zijn troebel. Dit geldt vooreerst voor het gebruik van de verklaringen der vluchtelingen. De verbeelding van menschen die aan hun rustig leven ontruikt en, vol schrik, in het oorlogsrumoer gedreven werden, werkt krachtig. Eene verzameling van dergelijke verklaringen en verslagen die meestendeels op eenvoudige gezegden gegrond zijn, is zonder waarde. »

En verder, herinnerend aan het oordeel geveld door het *Witboek*, bladzijde 5, over het Belgisch onderzoek, schrijft hij :

« De verhalen van vluchtelingen verzameld door de Belgische Commissie en gegeven als zijnde het resultaat van nauwgezette en onpartijdige onderzoeken, dragen het kenmerk van onwaarschijnlijkheden, zelfs van de opzettelijke verdraaiing der feiten. Gezien de omstandigheden is het voor de Commissie volstrekt onmogelijk de getrouwheid na te gaan der praatjes waarvan ze vol staan en, dientengevolge, het geheel der gebeurtenissen te beoordeelen ».

Daarentegen is Dr Meurer vol lof over de wijze waarop de Duitse Commissie van onderzoek hare taak vervuld heeft :

« Deutschland, zegt hij, heeft zijne Commissie eerst ingesteld op het oogenblik dat de overtredingen van het Internationaal Recht begaan door zijne vijanden, zich op zoo schrikbarende wijze op alle fronten opstapelden, dat het noodig was deze schendingen van het Recht op afdoende wijze, door middel van bewijzen vóór de geschiedenis uiteen te zetten, maar het had niet als doeleinde zijne tegenstanders in de oogen der wereld te verlagen door het verspreiden van leugens of van laster of door een systematische campagne van gruwelen die onder de oorlogsmiddelen gerangschikt worden. Nooit heeft Deutschland den uitslag van zijne onderzoeken geëxploiteerd noch deze uitgegeven onder den vorm van brochures aan een penny. Het kent geene zoogenaamde *verslagen* die in series gevormd, in allerhaast opgemaakt en voor eene sensatiepers bewerkt werden. Het heeft zich slechts ten doel gesteld de historische waarheid te ontdekken ».

De heer Meurer verliest uit het oog de dolzinnige campagne gevoerd door Deutschland door middel van brochures den titel dragend van : « De Belgische neutraliteit », door de *Kölnische Zeitung* genaamd geelboek uitgegeven door de Duitse Regeering, in alle talen vertaald en met stelselmatige alteraties de documenten Ducarne-Barnardiston exploiteerend, en waardoor onze vijanden België trachtten te verlagen in de oogen der wereld, door het te beschuldigen van zware tekortkomingen aan zijne plichten van neutraliteit. Deze brochures werden inderdaad door Deutschland niet verkocht aan één penny : het heeft ze kosteloos uitgedeeld, in buitengewoon groot getal.

Daarentegen, poogt Dr Meurer de uitmuntendheid te roemen der door de Duitse Commissie van onderzoek ontvangen inlichtingen :

« Wanneer officieren en soldaten, zegt hij, die in den dienst gedrield worden tot de meest stipte eerbiediging der waarheid en die zich ver van schuldig voelden, inlichtingen nopens den dienst gegeven hebben en onder eed verklaringen afgelegd hebben aangaande persoonlijke vaststellingen, dan verdienen deze getuigen de voorkeur... De militairen hebben hunne inlichtingen niet gegeven noch hunne verklaringen afgelegd als schuldigen, maar als getuigen der feiten ; op het oogenblik dat er nog geen spraak kon zijn van beschuldiging, voelden zij zich niet als schuldigen, maar alléén als getuigen. »

Men heeft het recht dergelijke verklaring als valsch te beschouwen. Deutsche officieren en soldaten waren op dat oogenblik niet getuigen, maar beschuldigten.

Zij moesten zich rechtvaardigen betreffende de wreedheden die men hun ten laste legde. En in deze omstandigheden, kon er aan hunne getuigenissen, zelfs onder eed afgelegd, geen geloof gehecht worden. Indien zij hunne misdaden bekend hadden, zouden zij het Deutsche leger in de oogen der wereld onteerd hebben, en zeker zouden hunne oversten hunne getuigenissen niet toegelaten en bewaard hebben. Wat de moreele waarde van sommige onderzoekers betreft, zijn wij wel genoodzaakt er aan te herinneren dat Dr Ivers, gerechtelijk raadsheer, die gedurende de maand September 1914 inzonderheid gelast werd met het onderzoek betreffende de gebeurtenissen te Leuven, nog in den loop van den oorlog te Berlijn tot negen maanden gevangenis veroordeeld werd wegens poging tot geldafpersing. Het vonnis dat zijne verantwoordelijk aannam, verklaarde onder andere dat de beschuldigde, ten einde zich te verrijken, het verheven ambt dat hem opgedragen was om het Recht te dienen, met voeten getreden had; dat hij geen man met volle zedelijke kracht was, maar dat hij behept was met ondeugden en gebreken die hem den moreelen weerstand moeilijk maakten. Zijn verdediger, van zijnen kant, stelde hem voor als een man die niet in staat was rechtsgevoel te hebben en de vertegenwoordiger van het Openbaar Ministerie verweet hem een poging tot afdreiging van de ergste soort bedreven te hebben. Men ziet welke waarde een door zulk een persoon gedaan onderzoek kan hebben.

Vol minachting voor het in den loop van den oorlog gedane Belgisch onderzoek, draagt het verslag van Dr Meurer er zorg voor, zooals ik het in het begin gezegd heb, het onderzoek stelselmatig te verzwijgen waartoe er na het staken der vijandelijkheden overgegaan werd onder het voorzitterschap van den hoogsten magistraat van België, wiens rechtschapenheid heel de wereld moet erkennen, en die bijgestaan werd door verschillende leden van het Hof van Verbreking en van de rechtbanken. In een groot aantal arrondissementen werd het onderzoek door den Procureur des Konings zelf, door een zijner substituten, door een onderzoeksrechter of door een te dien einde afgevaardigden magistraat gedaan. De getuigenissen werden onder eed afgenomen en de Commissie liet deze wegvallen waaraan er nauwkeurigheid, klaarheid, matigheid of bezadigheid ontbrak.

Alle beschikkingen werden genomen opdat de door dit onderzoek samenbrachte documenten een onbetwist gezag zouden genieten. Dit onderzoek heeft, op weinige za ken na, alles bevestigd wat door de Commissie, die gedurende den oorlog had gewerkt, kon vastgesteld worden. Tegen het werk dezer tweede Commissie kan Dr Meurer geen enkel der verwijten inbrengen welke hij tegen de eerste gericht heeft. Hij heeft verkozen er niet van te spreken en dit stilzwijgen is de volledige weerlegging van zijn eigen verslag die men zou kunnen wenschen.

« Een dergelijk onderzoek, schrijft Dr Meurer, veronderstelt natuurlijk dat de getuigen hunne verklaringen afleggen, vrij van allen persoonlijken dwang en zonder beïnvloed te zijn door den persoon welke aangewezen werd om hun getuigenis af te nemen. Het is daarom dat de ondervragingen van Deutsche gevangen genomen soldaten, die in Frankrijk ingericht werden aangaande voorgewende misdaden door hen of hunne kameraden in België bedreven, geen bewijskracht kunnen hebben. Het ware voor Duitschland ook gemakkelijk

geweest, gezien het zeer aanzienlijk aantal vijandelijke onderdanen die zich onder Duitsch bewind bevonden hebben, van dezen verklaringen af te persen om ze later tegen de vijandelijke regeeringen uit te spelen. »

Duitschland heeft niet nagelaten zulks te doen. De heer Meurer zelf, na op bladzijde 200 van zijn memorie geschreven te hebben hetgeen men zoo juist gelezen heeft, haalt op bladzijde 223 getuigenissen aan die op 18 Januari 1913 bekomen werden van den burgemeester van Bleid, den heer Hyacinthe Herbin, en, op 8 Maart van hetzelfde jaar, van den burgemeester van Ethe, den heer Baulard, beiden naar Duitschland weggevoerd en in strenge gevangenschap gehouden, nadat ze getuigen geweest waren van de slachtingen die hunne dorpen ontvolkt hadden. Indien er getuigenissen bestaan die men niet had moeten aanhalen, zijn het zeker deze.

Maar men zou in denzelfden gedachtengang nog andere voorbeelden kunnen aanhalen. Het door den heer Meurer zoozeer geprezen *Witboek* geeft de gedane onderzoeken slechts op zeer onvolledige manier weer. Laten wij hieromtrent herinneren aan hetgeen de heer Mayence, leeraar aan de katholieke hoogeschool, schrijft in een zeer interessant boek, *L'armée allemande à Louvain et le livre blanc* :

« *Op ééne uitzondering na, bevat het Witboek slechts getuigenissen van Duitschers. Nochtans wanneer de Commissie van onderzoek in November 1914 te Leuven zetelde, deed zij vóór haar een zeker aantal Leuvenaars verschijnen, waaronder de voornaamste notabelen der stad. Men stelde zich niet voor dat deze getuigen vóór den rechter alles vertellen mochten wat zij nopens de gebeurtenissen van Augustus wisten; neen, zij hadden alleen het recht te antwoorden op de vragen die hun gesteld werden, en wanneer de eene of de andere onder hen daarvan afweek door de aandacht te vestigen op een feit dat nochtans van eenig belang was, zooals bijvoorbeeld, dat hij een Duitschen soldaat had zien binnendringen in eenen tuin en van daar had zien schieten in de richting van de straat met het inzicht aan eenen aanval van burgers te doen gelooven, werd hem door den rechter het zwijgen opgelegd met de woorden : *Das hat keinen Wert.* (Dat is van geen belang). Soms bleken de antwoorden op de vragen die nochtans op behendige wijze gesteld werden, nog te zeer compromitteerend te zijn; de onderzoekende rechter trachtte ze te verminken, te verdraaien, zoodat zekere getuigen er tegen opkwamen met te zeggen dat zij hunne getuigenissen niet zouden onderteekenen indien zij niet in alle opzichten gelijkvormig zouden zijn met de verklaringen die zij afgelegd hadden. Wat is er van deze getuigenissen geworden? Niemand weet het. Alhoewel ze op zoo klaarblijkelijk partij-dige manier verzameld werden, heeft men ze voorzeker nog te bezwarend gevonden en heeft men ze liever aan het oordeel der openbare opinie onttrokken. Is het mogelijk op duidelijker wijze zijn schuld te bekennen? »*

Men begrijpt dat het in het *Witboek* vervatte onderzoek, waar het in zulke omstandigheden werd gedaan en te Leuven werd geleid door iemand over wien het Duitsche gerecht zich zeer ongunstig uitliet, de strenge beoordeeling verdiend heeft die professor Struyken, lid van den Raad van State van Nederland, erover uitgesproken heeft : « Reeds meermalen is erop gewezen, dat men in dezen oorlog van Duitsche zijde blijkbaar het inzicht en het kritisch oordeel van de neutralen, die men van het goed recht der Duitsche zaak wil overtuigen, niet

hoog acht. Het *Duitsche Gedenkboek* is daarvan opnieuw een voorbeeld. Wil men inderdaad de neutralen ervan overtuigen, dat *terecht* met zoo groote gestrengheid tegen de burgerbevolking in België is opgetreden, dan zal heel wat deugdelijker bewijsmateriaal moeten worden voortgebracht dan daarin is vervat. Men wil gaarne over wat is gebeurd van beide zijden worden ingelicht, zijn oordeel niet alleen bouwen op de Belgische, Fransche en Engelsche rapporten, waarin licht overdrijvingen kunnen schuilen; maar dat men dan ook van Duitse zijde kome met bewijsmateriaal, dat den toets der kritiek kan doorstaan, en inderdaad bewijst, wat men ermede bewijzen wil, en niet veeleer het tegendeel. »

* . .

« Wie heeft de *geschiedenis vervalscht*, de Duitse Regeering of de Belgische Regeering? » aldus Dr Meurer. « Een afgrond scheidt beide lezingen, de eene bewering staat lijnrecht tegenover de andere. De beslissing kan slechts genomen worden door eene onpartijdige Rechtbank die over de middelen beschikt om de verklaringen te onderzoeken. Ik moet er mij bij bepalen voort te gaan 'op verslagen die de oplossing trachten te benaderen. *En er zal blijken dat het Belgisch standpunt volstrekt onhoudbaar is.* »

De vermetelheid dezer bewering valt op wanneer men denkt dat Dr Meurer de bijzonderste na-oorlogsche documenten waarin het Belgisch standpunt wordt uiteengezet stelselmatig geïgnoreerd heeft.

De gunstige meening die Dr Meurer betreffende zijn eigen verslag heeft, wordt in het buitenland niet gedeeld.

Een dagblad van Duitsch-Zwitserland, de *Bund* van Bern, schrijft dienaangaande het volgende :

« Met moet zich afvragen of het moeizame werk der Commissie van onderzoek aan de verwachting zal beantwoorden. Welke ook de objectiviteit der schrijvers zij, zal het niet mogelijk zijn te beletten dat hunne vaststellingen beschouwd zullen worden als beantwoordend aan de eenzijdige opvatting eener partij, namelijk van die welke er een bijzonder belang bij heeft de beschuldigingen, waarvan zij het voorwerp geweest is, te betwisten en bijgevolg hare vroegere tegenstanders aan te klagen.

» De uitwerking zou zeker veel grooter geweest zijn indien men ten minste neutrale rechtsgeleerden en geschiedschrijvers met het werk belast had. Daarbij komt nog dat de wijze waarop de bekendmaking van het onderzoek op touw gezet werd, vanwege Duitschland eene *karakteristieke onbewustheid* en eene gebrek aan psychologie aantoonde. »

Een Duitsch dagblad, de *Hamburgischer Correspondent* schrijft van zijnen kant : « Dit verslag heeft veel van zijn politieke waarde verloren en men moet zich afvragen of het niet beter zou zijn het werk der Commissie te beperken of, beter nog, voor goed te staken. »

Herhaaldelijk komt Dr Meurer terug op de noodzakelijkheid de Belgisch-Duitsche quaestie door een onpartijdige Commissie te doen beoordeelen. Dit onderzoek heeft België in den loop van den oorlog niet opgehouden te vragen. De Belgische bisschoppen, de Belgische vrijmetselarij, de Belgische socialistische leiders hebben het, elk van hunnen kant, met aandrang gevraagd. Duitschland heeft het toen geweigerd.

Duitschland schijnt het te wenschen, nu vele getuigen verdwenen zijn en het materieele spoor van menige verwoesting onzichtbaar geworden is door de werken tot herstel van het land.

België, bewust dat het zich niets te verwijten heeft, ziet er geen bezwaar in dat dergelijk onderzoek, zelfs laattijdig, plaats hebbe. Maar in afwachting, blijft er een belangrijk feit uitgemaakt : namelijk dat de daden aan de Belgische burgers door het *Wilboek* verweten, al werden zij ook zoozeer bewezen als de misdrijven door het *Grijsboek* ten laste gelegd van de keizerlijke legers, ten slotte de eene zooals de andere slechts het gevolg zouden zijn der aanvankelijke misdaad bestaande in de schending der Belgische neutraliteit.

Welnu, betreffende dit laatste punt, vindt deze historische waarheid, zelfs in Duitschland, nog slechts een steeds verminderend aantal tegensprekers.

Artikel 7 van het Verdrag der vier-en-twintig artikelen, hernieuwd en bevestigd door het Verdrag van 1839 had aan België de neutraliteit toegekend; het had aan België voorgeschreven deze neutraliteit te bewaren tegenover alle andere Staten, voor dewelke het, volgens de woorden van Lord Palmerston in eenen brief aan Lebeau, Minister van Buitenlandsche Zaken, als « barrière » moest dienen.

België heeft er zich steeds op voorbereid deze opdracht stipt tegenover iedereen te verwezenlijken. In een onlangs verschenen boek heeft De geleerde archivaris van het Departement van Buitenlandsche Zaken, de heer de Ridder, tot in de bijzonderheden de neutraliteitspolitiek uiteengezet die door België ten opzichte zijner bureu gevoerd werd ⁽¹⁾.

Aan de verklaringen en de feiten in dit werk aangehaald moge hier toegevoegd worden dat in 1887, toen men een oorlog tusschen Frankrijk en Duitschland kan verwachten, Prins de Chimay, alsdan Minister van Buitenlandsche Zaken, aan de Ministers dezer beide mogendheden te Brussel liet weten dat ingeval België overrompeld werd, ons leger de voorwacht zou worden van wien het zou verdedigen tegen wien het zou aanvallen. Deze verklaring had de goedkeuring meege dragen van al de regeeringen. Zij vloede voort uit de plichten die ons waren opgelegd in 1831 en in 1839. Men zou overal kunnen zoeken zonder een document te vinden dat zou bevestigen dat de Belgische Regeering ooit het inzicht gehad heeft aan deze politiek te kort te komen. De Duitsche schrijvers, die gedurende vier jaren onophoudend opzoekingen gedaan hebben in onze archieven, hebben er geen enkel kunnen ontdekken.

Den dag dat de vijandelijkheden geopend werden, is Staatssekretaris von Jagow verplicht geweest te erkennen dat Duitschland aan België geen verwijt kon toesturen. Het is steeds het gegeven woord getrouw gebleven; het is nooit aan zijne internationale plichten te kort gekomen. Zoowel de rechtstreeksche uitnoodiging van Wilhelm II aan Leopold II in 1904 als de meer verborgen uitnoodiging die dezelfde keizer in 1918 aan Koning Albert toestuurde, zijn vergeefs gebleven.

Kan hetzelfde gezegd worden van Duitschland? Om hierop te antwoorden zal het volstaan te herinneren aan een schrijven dat in het begin van 1867 door Bismarck aan den Minister van Pruisen te Londen toegezonden werd, op het oogenblik dat de toekomstige kanselier met Benedetti onderhandelde over de

(1) A. DE RIDDER. *La violation de la neutralité belge et ses avocats*, blz. 133 en volgende.

kwestie der aan Frankrijk toe te kennen vergeldingen voor de vergrootingen in Duitschland door Pruisen bekomen :

« Wij hebben geene reden om het behoud der integriteit van België te beschouwen als een der factoren die noodig zijn voor onze particuliere politiek noch om ons afzonderlijk opofferingen te getroosten voor zijn behoud, indien deze opofferingen van dien aard werden dat ze onze eigen integriteit zouden bedreigen in een strijd met den machtigsten onzer buren...

» Wij kunnen ons niet geneigd voelen het bestaan van België te beschouwen als een hoofdzaak voor ons, indien toegevingen op dit punt de prijs of de voorwaarde mochten zijn van de goede betrekkingen met Frankrijk, die ons evenals Duitschland onontbeerlijk zijn. Wij zijn er natuurlijk verre van België met opzet en zonder noodzakelijkheid prijs te geven, maar wij mogen ons niet ontveinzen dat er zich omstandigheden kunnen voordoen waarin wij de voor- en nadeelen van dergelijke opvattingen in ernstige overweging zullen te nemen hebben, ten einde ons niet bloot te stellen tegenover Frankrijk nadeelige kansen te loopen. »

Deze politiek van Bismarck die van België een ruilvoorwerp wilde maken, werd door Keizer Wilhelm overgenomen; hij ook was bereid onze provinciën aan Frankrijk af te staan ten einde de spijt te stillen die dit land voelde ten gevolge van het verlies van Elzas en Lotharingen. Den 30 Juli 1905, op het oogenblik dat de betrekkingen tusschen Duitschland en Groot-Brittannië zeer gespannen waren, schreef de Keizer aan Kanselier von Bülow : « Indien Engeland den oorlog verklaart, zal Uwe Excellentie twee nota's moeten zenden, de eene naar Brussel, de andere naar Parijs, ten einde de Fransche en de Belgische Regeering uit te noodigen hunne inzichten tegenover ons binnen een tijd van 6 uren te doen kennen. Onmiddellijk na de oorlogsverklaring moet België overweldigd worden. Indien Frankrijk er in toestemt een vriendschappelijke houding ten onzen opzichte aan te nemen, zullen wij de mogelijkheid onderzoeken het een deel van het Belgisch grondgebied als schadeloosstelling voor Elzas-Lotharingen, dat het verloren heeft, af te staan. » En de Kanselier, zijne instemming betuigend met de keizerlijke gedachten, antwoordde aan Wilhelm II : « Hetgeen Uwe Majesteit aangaande België zegt, is zeer juist. Maar de Belgen mogen niet weten dat wij hen voor een dergelijke keus willen stellen. »

Reeds in 1896 was het plan Schlieffen opgemaakt dat, in geval van oorlog, de overweldiging van België door de Deutsche legers voorzag, welk plan in 1914 verwezenlijkt werd; en niettemin ging Duitschland voort bij elke gelegenheid zijn voornemen te kennen te geven altijd de neutraliteit van België te eerbiedigen.

In 1905, het jaar zelf dat de Keizer zijn briefwisseling voerde met prins von Bülow, zegde graaf Walwitz, Minister van Duitschland, bij een toast ingesteld op België, het volgende : « De handhaving van het waarborgenvoerdrag dat bij het ontstaan van België gesloten werd, is een soort politiek axioma dat, naar onze meening, niemand zou kunnen aanroeren zonder de allerergste fout te begaan. »

Deze verklaring werd, kort vóór den oorlog, gevolgd door een andere afgelegd door den heer von Jagow, Staatssecretaris voor Buitenlandsche Zaken. Hij zegde in den Reichstag : « De neutraliteit van België is bepaald door de

internationale overeenkomsten en Duitschland is besloten deze overeenkomsten te eerbiedigen. » Kort nadien, zegde de heer von Heeringen, Minister van Oorlog, op zijne beurt : « Duitschland zal niet uit het oog verliezen dat de Belgische neutraliteit door de internationale verdragen gewaarborgd is. »

Nochtans was het keizerlijke Duitschland sedert ongeveer twintig jaar besloten deze verdragen te schenden.

Op 4 Augustus 1914 is het tot de daad overgegaan. Het heeft een volk vertrappt dat niets anders verlangde dan in vrede te leven met al zijne bureu. Het heeft het den Belgen als een misdaad aangerekend dat zij aan hunne internationale verplichtingen getrouw gebleven zijn. Het heeft gedurende vier jaren een waar schrikbewind uitgeoefend en bij de kwalen en de geweldenarijen van den inval de hardheid gevoegd der militaire bezetting.

Tien jaren, weldra, waren sedertdien verlopen. Langzamerhand bracht de tijd verzachting. Vergeten deed men zekerlijk niet, maar men wou gelooven dat het Duitschland van heden het niet aannam solidair gemaakt te worden met de daden van het oude regiem.

De Commissie voor onderzoek van den Reichstag heeft het goedgevonden dit proces te heropenen, eene poging te doen waarvan zij de ijdelheid had moeten inzien, om schuldigen schoon te wasschen door onrechtvaardige beschuldigingen tegen hunne slachtoffers uit te brengen.

De Belgische Regeering was jegens hen en jegens zichzelf verplicht, deze beschuldigingen niet onbeantwoord te laten. Het is om zich van dezen plicht te kwijten dat zij dit verslag aan de Wetgevende Kamers voorlegt, niet om den haat weer aan te wakkeren maar om tegen flagrante vervalschingen van de historische waarheid op te komen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.
